



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

MINISTERE
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



Projet d'Appui à la Gestion Economique
et Financière

PAGEF

Cellule Technique de Coordination



RAPPORT D'ACTIVITES

au 30 juin 2019

Juin 2019

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
RESUME EXECUTIF.....	6
I. LES DONNEES DE BASE DU PROJET	11
I.1 Objectifs	11
I.2 Chaîne de résultats	11
I.3 Zone et bénéficiaires visés par le projet.....	11
II. ETAT D'AVANCEMENT.....	11
II.1 Au plan institutionnel.....	11
II.2 Au plan technique.....	12
Composante 1 : Appui à la mobilisation des ressources internes.....	12
Volet I.1 : Appui aux régies financières	12
Volet I.2 – Appui à la gestion de la dette.....	15
Composante 2 : Appui à la gestion de l'économie et à la transparence de la dépense publique.	17
Volet II.1: Appui à la Gestion des dépenses publiques et au suivi-évaluation du PND.	17
Volet II.2 : Appui aux structures de contrôle	23
Composante 3 : Gestion du projet.	25
III. LE SUIVI FINANCIER.....	26
III.1 RAPPEL DES DONNEES FINANCIERES DU PROJET	26
III.1.1 Les Comptes du projet	28
III.1.1.1 Comptes bailleurs	28
III.1.1.2 Comptes de contrepartie nationale.....	28
III.1.2 Procédures de décaissements ou approvisionnements.....	28
III.1.2.1 Ressources du bailleur	28
III.1.2.2 Ressources de contrepartie nationale.....	29
III.2 EXECUTION DES RESSOURCES AU 31 MARS 2019	30
III.2.1 Don FAT	30
III.2.2 Don FAD.....	31
III.2.4 Prêt FAT	33

III.2.5 Etat - Contrepartie nationale de cofinancement	34
III.2.6 Etat - Hors Contrepartie nationale de cofinancement	35
IV. Difficultés rencontrées/ conclusions / recommandations	37
IV.1 Difficultés rencontrées.....	37
IV.2 Conclusions.....	37

LISTE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

Graphique 1 : Taux d'exécution physique de la composante I au 31 mars 2019	16
Graphique 2 : Taux d'exécution physique de la composante II au 31 mars 2019	24
Graphique 3 : Taux d'exécution physique de la composante III au 31 mars 2019.....	26
Tableau 1. Synthèse de l'exécution des ressources – Don FAT au 31 mars 2019.....	27
Tableau 2. Synthèse de l'exécution des ressources – Don FAD au 31 mars 2019	31
Tableau 3. Synthèse de l'exécution des ressources – Prêt FAD au 31 mars 2019	32
Tableau 4. Synthèse de l'exécution des ressources – Prêt FAT au 31 mars 2019.....	33
Tableau 5. Synthèse de l'exécution des ressources – Contrepartie nationale de cofinancement au 31 mars 2019	34
Tableau 6. Synthèse de l'exécution des ressources – Hors Contrepartie nationale de cofinancement au 31 mars 2019	35

SIGLES ET ABREVIATIONS

AAON	Avis d'Appel d'Offres National
ACP	Agence Comptable auprès du Projet
AMI	Avis à Manifestations d'intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
BAD	Banque Africaine de Développement
BOA	Banque of Africa
BOMP	Bulletin Officiel des Marchés Publics
CC	Cour des Comptes
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CFP	Contrôle Financier auprès du Projet
CCRAGOP	Centre Canadien de Recherche et d'Appui à la Gouvernance des Organisations Publiques
CIEA	Conférence Internationale pour l'Emergence de l'Afrique
CP	Comité de Pilotage
CTC	Cellule Technique de Coordination
CTS	Comité Technique de Suivi
COJO	Commission d'Ouverture des Plis et de Jugement des Offres
DAS	Direction d'Administration du SIGFIP
DAO	Dossiers d'Appels d'Offres
DCSE	Direction du Contrôle et du Suivi Evaluation
DDP	Demande de Propositions
DDPD	Direction de la Dette Publique et des Dons
DGBF	Direction Générale du Budget et des Finances
DGE	Direction Générale de l'Economie
DGI	Direction Générale des Impôts
DGPLP	Direction Générale du Plan et de la Lutte contre la pauvreté
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DMP	Direction des Marchés publics
DOCD	Direction des Opérations des Collectivités Décentralisées
DPIP	Direction de la Programmation des Investissements Publics
FAD	Fonds Africain de Développement
FAT	Facilité d'Appui à la transition
IIA-CI	Institut d'Audit Interne de Côte d'Ivoire IIA-CI
IDF	Institut des Finances
IGE	Inspection Général d'Etat
IGF	Inspection Générale des Finances
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MFFE	Ministère de la Femme , de la Famille et de l'Enfant
MFP	Ministère de la Fonction Publique
MPD	Ministère du Plan et Développement
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du droit des affaires
PAGEF	Projet d'Appui à la Gestion Economique et Financière
PGDP	Paierie Générale de la Dette Publique
PIP	Programmes d'Investissements Publics
PND	Plan National de Développement
PNG	Position Nette du Gouvernement
PPM	Plan de Passation des Marchés

PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
REEIE-CI	Recensement Economique des Entreprises Industrielles et Etablissements de Côte d'Ivoire
SDI	Schéma Directeur Informatique
SNDI	Société Nationale de Développement Informatique
SEPMBPE	Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat
SER	Secrétariat Exécutif Régional
SFP	Statistiques des Finances Publiques
SIGESCOD	Système Intégré de Gestion des Collectivités Décentralisées
SIGFAE	Système Intégré de Gestion du Fichier des Fonctionnaires et Agents de l'Etat
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIGMAP	Système Intégré de Gestion des Marchés Publics
SINAPSE	Système Intégré d'Analyse, de Programmation et de Suivi -Evaluation
SMC	Sélection au Moindre Coût
SBQC	Sélection Basée sur la Qualité et le Coût
UC	Unité de Compte
TVA	Taxes sur Valeur Ajoutées
TDR	Termes de Références

RESUME EXECUTIF

Montant total	15 968 353 380 FCFA
Part bailleur (BAD)	16.402.628 d'UC, soit 13.455.895.880 FCFA, composée de quatre (4) accords : (i) Prêt FAT : 9.612.000 UC, soit 7.885.204.200 FCFA, (ii) Don du FAT : 28.000 UC, soit 22.969.800 FCFA, (iii) Prêt FAD : 6.550.000 UC, soit 5.373.292.500 FCFA, (iv) Don FAD : 212.628 UC, soit 174.429.379,80 FCFA.
Contribution Etat CI	2 512 457 500 FCFA composé de : (i) Contrepartie de cofinancement : 2.000.000 d'UC soit 1.640.700.000 FCFA, (ii) Contrepartie hors cofinancement : 871.757.500 FCFA
Mise en œuvre des accords de financement	Date d'approbation : 30 mars 2017 Date de signature : 14 juillet 2017 Date d'entrée en vigueur : 23 novembre 2017 Date de démarrage effectif : 23 Novembre 2017 Date de clôture initiale : Février 2020 Prorogation : 12 mois Nouvelle date de clôture : Février 2021
Approvisionnement	Date d'approvisionnement du fonds spécial FAT : 27 Décembre 2017 Date d'approvisionnement du fonds spécial FAD : 17 juillet 2018
Durée initiale	48 mois (de mars 2017 à février 2021)
Montants notifiés en 2017, 2018 et 2019	BAD : 12 977 652 410 FCFA (9 276 509 880 FCFA en 2018 et 3 701 142 530 FCFA en 2019) dont (i) Prêt FAT : 7 616 760 930 FCFA, (ii) Don FAT : 22 969 800 FCFA, (iii) Prêt FAD : 5 163 492 300 FCFA, (iv) Don FAD : 174 429 380 FCFA Etat : 1 374 037 620 FCFA (624 037 620 FCFA en 2017, 500 000 000 FCFA en 2018 et 250 000 000 FCFA en 2019) dont (i) Contrepartie de cofinancement : 723 495 160 FCFA (ii) Hors contrepartie de cofinancement : 650 542 460 FCFA
Etat d'avancement	Principaux résultats obtenus au 31.12.18 - Publication sur le site de la BAD et de l'UNDB, de l'Avis Général de Passation des Marchés le 29 décembre 2017 ; - Organisation de plusieurs réunions avec les structures bénéficiaires en vue de l'actualisation et la finalisation des TDR des activités inscrites au titre du projet ; - Organisation d'un comité technique et d'un comité de pilotage en novembre 2018 ; - Signature le 23 Juillet 2018 d'une convention de financement de 1 066 455 000 FCFA avec l'Institut National de la Statistique (INS) en vue du recensement des entreprises industrielles et établissements de Côte d'Ivoire (REEIE-CI). Un virement de 582 823 500 FCFA a été fait à l'ordre de l'INS le 08 octobre 2018, des matériels et équipements informatiques acquis par le projet pour un montant de 70 341 020 FCFA ont été également remis à l'INS en vue du démarrage de l'opération ; - Réalisation d'un séminaire de rédaction sur la Déclaration des Risques

Budgétaires, tenu du 13 au 15 septembre 2018 à Grand Bassam au bénéfice de la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF) ;

- Réalisation d'un séminaire sur la Sectorisation et l'actualisation des entités entrant dans la PNG, tenu du 23 au 26 octobre 2018 à Grand Bassam au bénéfice de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) ;
- Contribution financière de 74 346 680 FCFA sur un total de 152 710 888 FCFA en vue de la conception, la fabrication, l'édition en français et en anglais, et la diffusion de 5000 exemplaires dont 2500 en français et 2500 en anglais de l'ouvrage sur les leçons apprises des processus d'émergence de l'Afrique (Conférence Internationale sur l'émergence de l'Afrique, CIEA 2017) ;

Principaux résultats obtenus du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019

La signature de contrats pour la réalisation de sept (7) études pour lesquelles les travaux ont démarré, de deux (2) formations, d'un atelier de formation organisée en février 2019 et 9 contrats pour l'acquisition de matériels et équipements informatiques. Il s'agit de :

- l'appui à l'opérationnalisation du Secrétariat Exécutif Régional de la CIEA (16 500 000 F CFA HT) ;
- la mise en place de la plateforme informatique de la CIEA (9 600 000 FCFA HT);
- l'élaboration d'un modèle de projection des recettes fiscales à la DGI (55 000 000 FCFA HT) ;
- l'élaboration et la diffusion des outils de suivi, d'évaluation et de contrôle des politiques (9 000 000 FCFA HT);
- l'actualisation du manuel de procédures administratives comptables et financières de la CTC du PAGEF (6 750 0000 FCFA HT) ;
- l'élaboration du manuel de procédures et guide méthodologique pour la programmation des Projets d'Investissements publics en Côte d'Ivoire (20 662 646 FCFA HT),
- l'étude sur le renforcement du dispositif national d'appui à l'autonomisation de la femme (28 350 000 FCFA HT);
- la formation des magistrats et agents vérificateurs en détection des fraudes dans le contrôle de l'exécution des lois de finances par le Centre Canadien de Recherche et d'Appui à la Gouvernance des Organisations Publiques (CCRAGOP) pour la réalisation (45 000 000 FCFA HT) ; et
- la formation des agents de l'Inspection Générale du Trésor à la certification en audit interne par l'Institut d'Audit Interne de Côte d'Ivoire (IIA-CI) (15 600 000 FCFA HT);
- la contribution à l'organisation logistique de la 7ième table ronde annuelle des leaders de l'Initiative Africaine des Politiques d'Inclusion Financière (AfPI) à hauteur de 43 607 900 F CFA, tenue du 25 au 28 février 2019 au SOFITEL Hôtel Ivoire ;
- neuf (9) contrats en vue de l'acquisition de matériels et équipements informatiques pour le Ministère en charge du Plan, le Ministère en charge de la Famille, le Ministère de la Fonction Publique, la Cour des Comptes, l'Inspection Générale des Finances et l'Inspection Générale d'Etat pour un montant de 411 739 719 FCFA HT.

Les activités suivantes ont été également réalisées :

- Organisation d'un Comité Technique de Suivi le 23 janvier 2019 ;
- Organisation d'un Comité de Pilotage le 30 janvier 2019 qui a permis de valider le PTBA 2019, le Plan de formation 2019 et le rapport d'activités au 31 décembre 2018.

	<p>Il faut noter également la publication dans le Bulletin officiel des marchés publics d'un (1) Avis d'Appels d'Offres relatifs à l'acquisition de matériels informatiques au profit de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique et de la Direction Générale des Impôts dont la date limite de dépôt des offres est fixée au 6 août 2019.</p> <p>Par ailleurs, le processus de recrutement des centres/ cabinets est en cours en vue de la réalisation des formations ci-après : (i) Certification en audit des agents de l'Inspection Générale des Finances ; (ii) certification en audit interne de l'Inspection Générale des Douanes ; (iii) Formation des agents de la Direction de la Dette Publique et des Dons (DDPD) sur l'Analyse de la Viabilité de la Dette ; (iv) Formation des agents de la DDPD sur OHADA et aspects juridiques et financiers de la gestion de la dette ; (v) Comptabilité Privée et Publique des Magistrats de la Cour des Comptes ; (vi) Formation à l'INTOSAI des Magistrats de la Cour des Comptes ; (vii) formation des agents de la DGE en Comptabilité nationale.</p>
Exécution physique	<p>Taux d'exécution physique global au 30 juin 2019 : 25,06%</p> <p>Taux d'exécution composante 1 : Appui à la mobilisation des recettes internes : 15%.</p> <p>Taux d'exécution composante 2 : Appui à la gestion de l'économie et à la transparence des dépenses publiques : 28%.</p> <p>Taux d'exécution composante 3 : Gestion du programme : 63%</p>
Exécution financière	<p><u>PART BAILLEUR :</u></p> <p>Montant total engagé (adressé au bailleur) : 1 772 296 372 FCFA</p> <p>Montant total engagé approuvé (adressé au bailleur) : 1 456 773 154 FCFA</p> <p>Montant total décaissé : 1 335 872 738 FCFA</p> <p>Taux de décaissement sur montant total part bailleur : 9.93%</p> <p>Taux de décaissement par instrument de financement BAD :</p> <p style="padding-left: 40px;">Taux de décaissement don FAT : 92.20% avec un taux d'engagement de 94.60%</p> <p style="padding-left: 40px;">Taux de décaissement don FAD : 42.62% avec un taux d'engagement de 45.63%</p> <p style="padding-left: 40px;">Taux de décaissement prêt FAD : 13.18% avec un taux d'engagement de 13.97%</p> <p style="padding-left: 40px;">Taux de décaissement prêt FAT : 6.74% avec un taux d'engagement de 7.69%</p> <p><u>PART ETAT :</u></p> <p>Montant total engagé : 434 997 937 FCFA</p> <p>Montant total décaissé : 418 420 969 FCFA</p> <p>Taux de décaissement part Etat : 30.45% avec un taux d'engagement de 31.66%.</p>
Difficultés	<p>- La principale difficulté rencontrée au cours de la période sous revue est relative à l'insuffisance des ressources de la contrepartie Etat relative à la classe 2 acquisition de matériels informatiques : En effet, sur une requête de 1 196 819 880 FCFA en ce qui concerne les ressources de contrepartie au titre de l'année 2019, un montant de 250 000 000 FCFA a été notifié au PAGEF avec 0 FCFA pour la classe 2. Cette situation a pour conséquence l'acquisition partielle des matériels et équipements informatiques des régies financières.</p> <p>Il faut noter également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La faible réactivité de certaines structures bénéficiaires ; - Le long délai de paiement des fournisseurs et prestataires de services par la BAD ; - Les difficultés d'acquisition des serveurs de la DGD du fait de leurs coûts élevés ; - La difficulté de reconstitution du prêt FAD due à la non justification de 50% de l'avance reçue .
Recommandations	<p>En direction de la partie nationale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les points focaux au traitement diligent des dossiers ; - Transmettre les pièces justificatives des dépenses du REEIE-CI à la BAD en vue de la reconstitution du compte spécial ;

En direction de la BAD :

- Sensibiliser les services de décaissement et les services d'acquisition de la Banque sur le traitement diligent des demandes de paiement des fournisseurs et prestataires et des demandes d'ANO.
- Lever la contrainte liée au plafond d'engagement de la dépense chiffré à 500 000 UC soit environ 410 175 000 F CFA du fait de la qualité et du coût élevé des serveurs proposés par la DGD.

INTRODUCTION

Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont procédé en date du 14 juillet 2017 à la signature de quatre (04) accords de financement, sous la forme de prêts et dons (FAD et FAT) pour le financement du Projet d'Appui à la Gestion Economique et Financière (PAGEF). Ce projet d'appui institutionnel vise essentiellement à soutenir la mise en œuvre du schéma directeur de réformes des finances publiques et le suivi-évaluation du Plan National de Développement (PND) 2016-2020. Il prend également en compte les questions liées à la promotion du genre.

D'un montant total de 15 968 353 380 FCFA, la contribution de la Banque dans le cadre du PAGEF s'élève à 13 455 895 880 FCFA et est octroyée sous forme de prêts et de dons : i) un Prêt adossé sur les ressources de la Facilité d'Appui à la Transition (FAT) d'un montant de 7 885 204 200 FCFA et un Don sur les mêmes ressources pour 22 969 800 FCFA, et ii) d'un autre Prêt supporté par les ressources du Fonds Africain de Développement (FAD) pour 5 373 292 500 FCFA associé également à un Don de 174 429 330 FCFA sur ces ressources.

La contrepartie nationale de cofinancement s'élève à 2 000 0000 d'UC soit, 1 640 700 000 FCFA.

Les activités du PAGEF sont structurées autour du plan de travail et du budget annuel (PTBA) ainsi que du plan de formations reposant sur les trois (3) composantes ci-après définies :

Composante 1 : Appui à l'optimisation de la mobilisation des ressources internes.

Composante 2 : Appui au renforcement du cadre de gestion de la dépense publique.

Composante 3 : Gestion du projet.

Ce rapport d'activité présente l'état d'avancement du projet au 30 juin 2019. Il a pour objet de présenter les activités réalisées au cours de la période considérée. Il vise notamment à rendre compte du niveau d'exécution des activités programmées dans le Plan de Travail 2019, du niveau d'atteinte des objectifs de la période et des résultats enregistrés. De même, le rapport donne des indications sur les aspects financiers, notamment les décaissements et engagements en cours. Enfin, le rapport évoque les difficultés rencontrées au cours de la période sous revue et dégage les perspectives de solutions en terme de conclusions et recommandations.

I. LES DONNEES DE BASE DU PROJET

I.1 Objectifs

L'objectif général du Projet est d'aider au renforcement de la mobilisation des ressources budgétaires et du cadre de gestion de la dépense publique en vue de contribuer à la mise en œuvre efficiente du Plan National de Développement (PND) 2016-2020.

De façon spécifique, le PAGEF vise à :

- contribuer au renforcement du recouvrement des recettes publiques domestiques et de la mobilisation des ressources extérieures (emprunts) ;
- renforcer la transparence du cadre d'exécution de la dépense publique ;
- renforcer la gouvernance ;
- renforcer la politique de promotion du genre du gouvernement ;

I.2 Chaîne de résultats

Résultat d'impact :

La crédibilité du budget est renforcée.

Résultats d'effets :

Effet 1. La mobilisation accrue des ressources budgétaires ;

Effet 2. La prévisibilité, le contrôle et la surveillance ex-post de l'exécution du budget sont renforcés.

Résultats d'extrants :

Extrant 1.1- La capacité des régies financières à mobiliser des ressources est renforcée ;

Extrant 1.2- La lutte contre la fraude fiscale est renforcée ;

Extrant 1.3- Le développement des marchés de capitaux est renforcé.

Extrant 2.1- Le processus budgétaire est renforcé ;

Extrant 2.2- La transparence et le contrôle budgétaire sont renforcés ;

Extrant 2.3- La gestion des investissements publics est rationalisée ;

Extrant 2.4- Le suivi et l'évaluation des politiques publiques sont renforcés.

I.3 Zone et bénéficiaires visés par le projet

La zone du projet est l'ensemble du territoire de la République de Côte d'Ivoire. Le Projet bénéficiera notamment aux : (i) administrations économiques et financières, aux Institutions de Contrôle et aux autres administrations par les dotations en acquisitions de matériels et équipements informatiques, la formation de cadres en gestion économique et financière ; suivi évaluation; gestion de l'investissement et de la dette publique; budgétisation sensible au genre ; lutte contre la corruption ,etc. (ii) les usagers des administrations économiques et financières (contribuables ; opérateurs économiques ; etc.) ; (iii) femmes avec la prise en compte de la dimension genre dans l'élaboration du budget de l'Etat.

II. ETAT D'AVANCEMENT

II.1 Au plan institutionnel

L'approbation du projet par le Conseil d'Administration de la BAD a été faite le 30 Mars 2017. Les lettres d'accord ont été signées le 14 Juillet 2017 et le démarrage effectif du projet a eu lieu le 23 novembre 2017.

La période allant de la signature des lettres d'accords au démarrage effectif du projet a été marquée par la mise en place des textes qui définissent le cadre institutionnel du projet.

Ce sont :

- L'arrêté N° 391/MEF/CAB du 30 octobre 2017 portant création et organisation du cadre institutionnel du projet ;
- L'arrêté N° 438/MEF/CAB du 14 Novembre 2017 portant nomination du Coordonnateur et du Coordonnateur Adjoint ;
- La signature de l'arrêté interministériel fixant les salaires, indemnités et frais de mission du PAGEF le 6 juillet 2018.

Réunion du Comité Technique de Suivi

Quatre réunions du Comité Technique de Suivi ont eu lieu respectivement le 22 novembre 2017, le 22 novembre 2018, le 23 janvier 2018 et le 02 mai 2019.

Réunion du Comité de Pilotage

Trois réunions du Comité de Pilotage ont eu lieu le 30 novembre 2017, le 28 novembre 2018 et le 30 janvier 2019. Elles ont principalement permis de :

- valider le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) de l'année 2018 et le Plan de Passation de Marchés (PPM) des six premiers mois en vue de la requête du premier décaissement ;
- faire des recommandations pour une mise en œuvre efficace et efficiente du projet ;
- valider le PTBA et le Plan de formation 2019 et le rapport d'activité au 31 décembre 2018 ;
- valider la répartition du matériel informatique des régies financières et des structures de contrôle.

II.2 Au plan technique

L'état de mise en œuvre des activités au 30 juin 2019 se présente comme suit :

Composante 1 : Appui à la mobilisation des ressources internes

Volet I.1 : Appui aux régies financières

Activité : Acquisition de matériels et équipements informatiques pour les régies financières

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Sélection du fournisseur

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Sur la base des recommandations de la réunion du Comité de Pilotage du 30 janvier 2019, la répartition finale des dotations accordées aux régies financières se présente comme suit :

- DGTCP : 627 469 875 FCFA dont Etat : 273 450 000 FCFA et BAD : 354 019 875 FCFA
- DGD : 410 175 000 FCFA dont Etat : 273 450 000 FCFA et BAD : 136 725 000 FCFA
- DGI : 627 469 875 FCFA dont Etat : 273 450 000 FCFA et BAD : 354 019 875 FCFA.

Cependant compte tenu de l'insuffisance des ressources de contrepartie, une correspondance a été adressée aux régies financières en vue de mettre à la disposition de la CTC les spécifications techniques ainsi que les quantitatifs du matériel à acquérir sur la base des ressources disponibles comme suit :

- DGTCP : 354 019 875 FCFA ;
- DGD : 229 088 866 FCFA ;
- DGI : 354 019 875 FCFA.

Le DAO pour l'acquisition du matériel et équipement informatique de la DGTCP et de la DGI ont été transmis à la DMP pour examen et publication dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics (BOMP).

La publication aura lieu le 02 juillet 2019. Concernant le matériel informatique de la DGD, le DAO n'a pu être lancé en raison de l'insuffisance des ressources disponibles 229 088 866 FCFA eu égard au coût estimatif des serveurs qui s'élèvent à 316 626 976 FCFA.

Activité : Interconnexion des douanes de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et du Sénégal

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Installation et configuration des serveurs

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Le Dossier d'Appel d'Offre (DAO) publié dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics (BOMP) n°1492 du 25 décembre 2018 a été infructueux. Le Dossier d'Appel d'offre sera relancé. Par ailleurs, conformément aux méthodes et procédures d'acquisition (MPA), le montant par marché ne doit pas être supérieur à 500 000 UC soit 410 175 000 FCFA alors que les coûts de certains serveurs sont supérieurs à ce montant. La CTC a adressé un courrier à la BAD afin de lever cette contrainte.

Activité : Elaboration d'un schéma directeur informatique à la DGD ; la DGI, l'IGE ; et la DGE

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Rédaction de la première version du document

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Les demandes de propositions ont été émises aux cabinets figurant sur la liste restreinte le 24 avril 2019. Aussi, une conférence préparatoire au dépôt des propositions s'est tenue le 14 mai 2019 dans les locaux du PAGEF en présence des structures bénéficiaires et des soumissionnaires. Il a été question au cours de cette rencontre de mieux situer les enjeux de la mission afin de permettre aux soumissionnaires d'élaborer des offres conformes à l'attente des bénéficiaires. Cependant, il convient de noter que la DGI a porté à la connaissance de la CTC du PAGEF, en date du 14 mai 2019 par courrier référencé 1710/SEPMBPE/DGI/DG/DI/CT, que le Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat a déjà entamé les travaux d'élaboration de son schéma directeur informatique. Par conséquent, la DGI a sollicité l'allocation des ressources initialement destinées à cette activité à l'acquisition de matériels informatiques. L'ouverture des propositions techniques pour l'élaboration du SDI de la DGD, de l'IGE, et de la DGE a eu lieu le 26 juin 2019. Les travaux de la COJO sont en cours pour l'analyse et le jugement des propositions techniques. Les résultats seront soumis à l'ANO de la DMP et de la BAD.

Activité : Mise en place de la dématérialisation et la gestion électronique des documents à la DGD, la DGI et la DGTCP

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Elaboration du document provisoire

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Les demandes de propositions ont été émises aux cabinets figurant sur la liste restreinte le 15 février 2019 et la date limite de dépôts des offres techniques et financières était fixée au 27 mars 2019. Une conférence préparatoire au dépôt des propositions s'est tenue le 1er mars 2019 dans les locaux du PAGEF en présence des structures bénéficiaires et des soumissionnaires. Il a été question au cours de cette rencontre de mieux situer les enjeux de la mission afin de permettre aux soumissionnaires d'élaborer des offres conformes à l'attente des bénéficiaires. Les séances d'analyse des propositions techniques se sont déroulées les 10, 11 et 12 avril 2019. L'ANO de la DMP et celui de la BAD ont été obtenus respectivement les 24 mai et 20 juin 2019. La notification des résultats de l'analyse des propositions techniques a eu lieu le 28 juin 2019 aux différents consultants. La séance d'ouverture des plis est prévue pour le 9 juillet 2019.

Activité : Elaboration d'un modèle de projection des recettes fiscales.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Rédaction du rapport d'étape N°5

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La mission du consultant a été enclenchée le 11 mars 2019 avec l'organisation de la réunion de cadrage de la mission le 13 mars 2019. A ce jour le deuxième rapport d'étape du consultant est en instance de validation. Ce rapport porte essentiellement sur l'élaboration de la base de données du modèle par la construction de ses différentes tables à savoir :

- la table des données des recettes fiscales ;
- la table des données d'assiettes macroéconomiques ;
- les tables de données microéconomiques des entreprises du portefeuille de la Direction Générale des Grandes Entreprises, avec notamment la codification des activités des entreprises suivant la nomenclature de l'INS, et la saisie des états financiers et données de déclaration à partir des fiches des années 2016 et 2017.

Activité : Renforcement du cadastrage pour le recouvrement de l'impôt foncier.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Prises de vues aériennes

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : A l'issue de la séance d'analyse des propositions techniques qui a eu lieu dans les locaux du PAGEF le 19 février 2019, les résultats de l'analyse ont été transmis à la BAD pour ANO le 29 mars 2019 après l'avis de non objection de la DMP. La CTC est toujours en attente du retour de la BAD.

Activité : Formation des agents de la DGTCP à la certification en audit interne.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formation achevée

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La lettre de marchés a été signée avec le cabinet en charge de la formation. Les prestataires en charge de la communication et de la fourniture du matériel pédagogique ont été également sélectionnés. La date de démarrage de la formation tenant compte de la disponibilité des agents de l'Inspection Générale du Trésor a été fixée au 1^{er} août 2019.

Activité : Séminaire de formation sur la sectorisation et l'actualisation des entités entrant dans le champ de la PNG (Position Nette du Gouvernement) selon le Manuel SFP 2001/2014.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formation achevée

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Ce séminaire au profit de la DGTCP s'est tenu à l'hôtel le Régent de Grand Bassam du 23 au 26 octobre 2018 avec l'appui technique de AFRITAC de l'Ouest et de la BCEAO.

Activité : Formation en fiscalité de base des agents de catégorie A de la DGI.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formations achevées

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La CTC est en attente d'une proposition de date de la part de la DGI afin de programmer cette formation.

Activité : Formation en fiscalité de base des agents de catégorie B de la DGI.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formations en cours

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La CTC est en attente d'une proposition de date de la part de la DGI afin de programmer cette formation.

Activité : Formation en fiscalité de base des agents de catégorie C de la DGI.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formations en cours

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La CTC est en attente d'une proposition de date de la part de la DGI afin de programmer cette formation.

Activité : Formation des agents de la douane à la méthodologie de l'audit et du contrôle interne.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formations achevées

Activité : Formation à l'élaboration de la Stratégie de la Dette à Moyen Termes (SDMT)

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formation achevée

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Les lettres d'invitation en vue du recrutement du cabinet/centre de formations ont été élaborées. La formation se tiendra dans le courant du trimestre prochain.

Activité : Formation à la gestion de la trésorerie de l'Etat

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Validation des TDR de la formation

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Conformément au plan de formations validé par la BAD, la formation a été programmée en août 2019.

Activité : Formation des agents de la DDPD au contrôle et audit interne.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Validation des TDR de la formation

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Conformément au plan de formations validé par la BAD, la formation a été programmée en octobre 2019.

Activité : Technique de négociation de prêt et de renégociation de la dette.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Validation des TDR de la formation

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Conformément au plan de formations validé par la BAD, la formation a été programmée en octobre 2019.

Activité : Formation au Partenariat Public Privé

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formation achevée

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La formation sera reprogrammée.

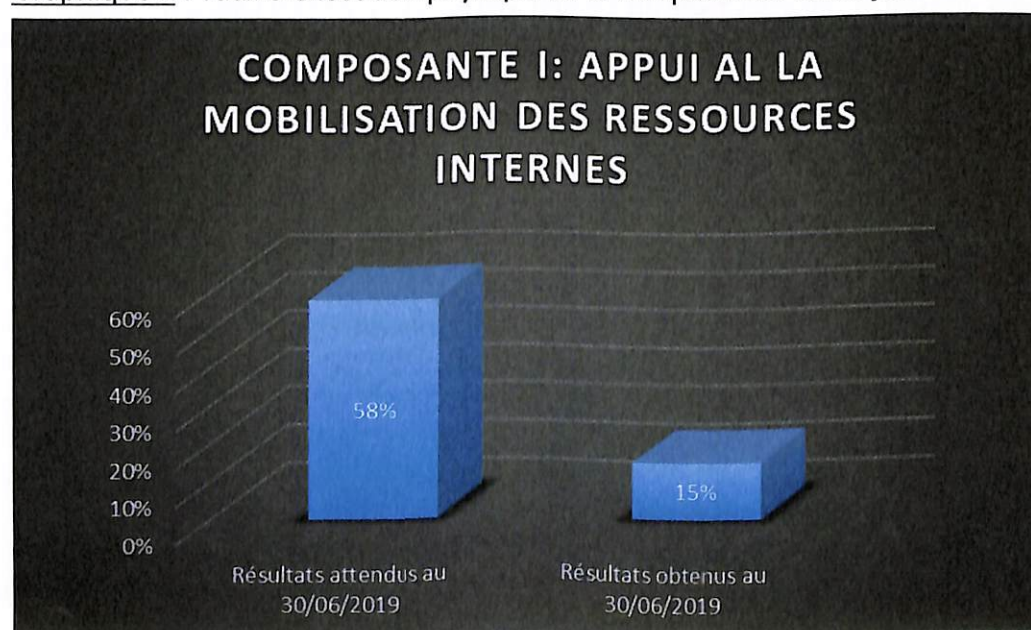
Activité : Formation à l'Administration oracle 11 g

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Validation

Etat d'avancement 30 juin 2019 : Conformément au plan de formations validé par la BAD, la formation a été programmée en novembre 2019.

Le taux d'exécution de la composante I s'établit à 15% au 30 juin 2019.

Graphique 1 : Taux d'exécution physique de la composante I au 30 juin 2019



Source : Rapport d'activités au 30 juin 2019

Composante 2 : Appui à la gestion de l'économie et à la transparence de la dépense publique.

Volet II.1: Appui à la Gestion des dépenses publiques et au suivi-évaluation du PND

Activité : Câblage d'au moins cinq localités au SIGFIP

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Elaboration du cahier de charges

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Après échanges avec la Direction de l'Administration du SIGFIP (DAS), il ressort que la Société Nationale de Développement Informatique (SNDI) est le seul et unique partenaire technique de la DAS en matière de câblage et de connexion des localités au SIGFIP. Une requête a été transmise à la BAD le 05 février 2019 afin d'autoriser la sélection de la SNDI par entente directe. La BAD a donné son autorisation pour une entente directe avec la SNDI le 31 mai 2019. A cet effet, une convention entre la SNDI et le PAGEF est en cours d'élaboration.

Activité : Matériels et équipements informatiques pour la DGBF

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Recrutement du fournisseur

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Suite à l'ANO de la BAD sur les activités d'interconnexion d'au moins cinq localités au SIGFIP et au SIGESCOD, le dossier d'appel d'offre (DAO) sera transmis à la CPMP/DMP pour publication.

Activité : Matériels et équipements informatiques pour le Ministère de la Femme, de la Famille, et de l'Enfant

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Livraison du matériel

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Le Dossier d'Appel d'Offre a été publié dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics (BOMP) n° 1492 du 25 décembre 2018 et les 08 et 10 janvier 2019 dans le journal fraternité matin. A la date limite de dépôt des offres est fixée au 29 janvier 2019, la CTC a reçu vingt-neuf (29) offres. Les résultats des travaux de la COJO ont été soumis à l'ANO de la DMP. LA DMP a donné son ANO le 19 mars 2019. Après la gestion des réclamations liées à la publication des résultats et après décision de l'ANRMP, les marchés des lots 1 et 2 ont été signés et sont en cours d'approbation avant livraison du matériel.

Activité : Matériels et équipements informatiques pour les principaux acteurs du SIGFAE

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Livraison du matériel

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Le Dossier d'Appel d'Offre a été publié dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics (BOMP) n° 1492 du le 25 décembre 2018 et les 08 et 10 janvier 2019 dans le journal fraternité matin. A la date limite de dépôt des offres est fixée au 29 janvier 2019, la CTC a reçu trente et une (31) offres. Les résultats des travaux de la COJO, ont été soumis à l'ANO de la DMP. LA DMP a donné son ANO le 19 mars 2019. Les résultats ont été notifiés aux différentes entreprises. Après la gestion des réclamations liées à la publication des résultats et après décision de l'ANRMP, les marchés des lots 2 et 3 ont été signés et sont en cours d'approbation avant livraison du matériel. Le lot 1 est en cours de réexamen à la suite de réclamations posées par certaines entreprises.

Activité : Matériels et équipements informatiques pour le Ministère du Plan et du Développement.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Livraison du matériel

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Le Dossier d'Appel d'Offre a été transmis à la Direction des Marchés publics via la Cellule de Passation des Marchés du MEF le 15 mars 2019 en vue de la publication dans le Bulletin Officielle des Marchés Publics (BOMP). Le DAO a été publié le 2 avril 2019. Suite à l'ANO de la DMP sur les propositions d'attribution, les résultats ont été notifiés aux différentes entreprises le 12 juin 2019. Les différents marchés (lots 1 et 2) sont en cours de signature et d'approbation.

Activité : Elaboration d'une méthode d'évaluation des coûts récurrents dans la préparation des CDMT

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Recrutement du consultant

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : L'ANO de la BAD sur les TDR et l'AMI a été obtenu le 20 juin 2019. La CTC est en attente de la publication de l'AMI.

Activité : Mise en place de la démarche qualité dans le processus de passation des marchés publics.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Recrutement du consultant

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : L'Avis à Manifestation d'Intérêt a été publié sur le site de la BAD le 19 mars 2019. Cependant, après la séance d'ouverture des manifestations d'intérêt qui s'est tenue le 09 avril 2019, la COJO n'a pu procéder à l'analyse commune et au jugement des manifestations d'intérêt prévue le 16 avril 2019 à 14 heures 30 minutes du fait de la réticence du représentant de la Direction des Marchés Publics (DMP). Aussi, le 25 juin 2019, le Président de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARNMP) a saisi par courrier officiel le Coordonnateur du PAGEF afin de lui signifier que cette activité relève de la compétence de sa structure au regard de l'article 3 de l'ordonnance n°2018-594 du 27 juin 2018 alors que celle-ci n'a été ni associée, ni consultée sur la question. Une séance de travail tripartite entre la CTC/PAGEF, l'ARNMP et la DMP a donc été programmée le mardi 09 juillet 2019 à 15 heures 00 minute en vue de trouver une solution au blocage.

Activité : Audit du système informatique et élaboration du schéma directeur informatique de la Direction des Marchés Publics.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Elaboration de la première version du document

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Cette activité vient en remplacement de l'activité portant sur le « Recrutement d'un cabinet pour le déploiement du SIGMAP dans au moins cinq collectivités territoriales ». En effet, le SIGMAP étant déjà accessible via internet, la DMP a sollicité le PAGEF, par courrier référencé 0454/2018/DMP/38 en date du 16/02/2018, pour le changement d'activité. Une demande d'ANO portant sur le changement d'activité ainsi que les TDR et le projet d'AMI de la nouvelle activité ont été transmis à la BAD le 19 juillet 2018.

Suite à l'ANO de la DMP et de la BAD sur la liste restreinte ainsi que le projet de demande de propositions le 12 avril 2019, les demandes de propositions ont été émises le 25 avril 2019. La séance d'analyse et de jugement des offres techniques s'est tenue le 26 juin 2019. Les résultats seront soumis à l'ANO de la DMP et de la BAD.

Activité : Connexion d'au moins cinq localités au SIGESCOD.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Elaboration du rapport de démarrage

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Après échanges avec la Direction des Opérations des Collectivités Décentralisées (DOCD) il ressort que la Société Nationale de Développement Informatique (SNDI) est le seul et unique partenaire technique de la DOCD en matière de câblage et de connexion des localités au SIGESCOD. Une requête a été transmise à la BAD le 05 février 2019 afin d'autoriser la sélection de la SNDI par entente directe. La BAD a donné son autorisation pour une entente directe avec la SNDI le 31 mai 2019. Une séance de travail a eu lieu avec la DOCD et la SNDI le 14 juin 2019. A cet effet, une convention entre la SNDI et le PAGEF est en cours d'élaboration. Le projet de convention sera soumis à l'ANO de la BAD et de la DMP avant signature.

Activité : Recrutement d'un cabinet pour la mise en place d'un modèle macro économétrique à la DGE.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Recrutement du consultant

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Les résultats de l'analyse et du jugement des manifestations d'intérêt ont été soumis à l'ANO de la BAD le 05 mars 2019 après ANO de la DMP. Toutefois il convient de noter qu'un seul cabinet a pu remplir les conditions définies dans l'AMI. Après l'Avis de non Objection de la BAD pour une entente directe avec ce cabinet, des négociations effectuées les

14 et 28 juin 2019 avec le consultant pressenti ont abouti à un accord. Le projet de contrat sera soumis à l'ANO de la BAD et de la DMP avant signature et démarrage de la mission.

Activité : Elaboration de manuel de procédures et guide méthodologique pour la programmation des PIP en Côte d'Ivoire.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Elaboration du rapport final de l'étude

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La mission du consultant a été enclenchée le 15 mars 2019 avec l'organisation de la réunion de cadrage de la mission le 19 mars 2019. A ce jour le consultant a élaboré la version provisoire du manuel de procédures et du guide méthodologique pour la programmation des Programmes d'Investissements Publics en Côte d'Ivoire. Il est prévu un atelier de validation de ces documents.

Activité : Etude sur le renforcement du dispositif national d'appui à l'autonomisation économique des femmes

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Elaboration du rapport final de l'étude

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La mission du consultant a été enclenchée le 05 mars 2019 avec l'organisation de la réunion de cadrage de la mission le 08 mars 2019. La phase de collecte de données sur les sites d'enquêtes a démarré le 15 Avril 2019. Cette collecte de données s'est déroulée sur l'étendue du territoire notamment dans les zones du Nord, de l'Ouest, du Centre, de l'Est et du Sud. 1062 ménages et 2088 individus ont été enquêtés à cet effet. Les résultats de cette enquête ont été présentés le lundi 05 juin 2019 au cabinet de Madame la Ministre de Femme de Famille et de l'Enfant. La prochaine étape de la mission du consultant sera consacrée à l'élaboration du document de la Stratégie Nationale de l'Autonomisation de la Femme en CI.

Activité : Audit genre de huit ministères techniques

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Elaboration du rapport final de l'audit

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Les DDP ont été émises le 18 janvier 2019. Une conférence préparatoire au dépôt des propositions s'est tenue le 05 février 2019 dans les locaux du PAGEF en présence des structures bénéficiaires et des soumissionnaires. Il a été question au cours de cette rencontre de mieux situer les enjeux de la mission afin de permettre aux soumissionnaires d'élaborer des offres conformes à l'attente des bénéficiaires. A l'issue de la séance d'analyse des propositions techniques qui a eu lieu dans les locaux du PAGEF le 22 février 2019, l'ANO de la DMP a été obtenu le 29 mars 2019 et l'ANO de la BAD obtenu le 12 avril 2019. Le consultant retenu a été convié à une séance de négociation le 11 juin 2019. Le PV de négociation et le projet de contrat ont été soumis à l'ANO de la BAD le 28 juin 2019.

Activité : Recrutement de deux assistants techniques au Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Les deux assistants techniques sont en fonction

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Les premiers AMI lancés ayant été déclarés infructueux, les AMI ont été à nouveau publiés sur le site de la BAD le 19 mars 2019 et la date limite de dépôt des offres était fixée au 09 avril 2019. A l'issue des séances d'analyse, l'AMI de l'Assistant Technique en Budgétisation Sensible au Genre (BSG) a été à nouveau infructueux. Par contre, les résultats de l'analyse relative au recrutement de l'Assistant Technique en genre ont reçu l'ANO le 20 juin 2019. Les négociations avec le consultant pressenti sont en cours

Activité : Elaboration d'un texte normatif (Loi) relatif à la pratique de l'évaluation des politiques publiques

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Recrutement du consultant en cours

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Les TDR et l'Avis à Manifestation d'intérêts ont été transmis à la BAD le 29 mars 2019 pour ANO. L'ANO de la BAD a été obtenu le 12 avril 2019 et l'AMI publié sur le site de la BAD et de UNDB le 12 avril 2019. A la date limite de dépôt des dossiers, la CTC du PAGEF a reçu deux dossiers de manifestation d'intérêt. Les résultats issus de la séance d'analyse ont été soumis à l'ANO de la BAD le 18 juin 2019 après avoir obtenu celui de la DMP le 11 juin 2019.

Activité : Elaboration et la diffusion des outils de suivi, d'évaluation et de contrôle des politiques sectorielles, des plans locaux et des plans stratégiques de développement

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Elaboration du rapport final de l'étude

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La mission du consultant enclenchée le 05 mars 2019 avec la réunion de cadrage de la mission s'est achevée le 31 mai 2019 par la transmission de son rapport final. Conformément aux termes de références, la mission s'est déroulée en deux grandes étapes :

- l'élaboration du manuel de procédures et des outils du suivi, de l'évaluation et de contrôle des politiques sectorielles, des plans locaux et des plans stratégiques de développement ;
- l'animation de deux ateliers pour l'appropriation des procédures et des outils par les agents du Ministère du Plan et du Développement et les points focaux des ministères.

Le premier atelier d'appropriation des procédures et outils de suivi, d'évaluation et de contrôle des politiques publiques à l'attention des agents du Ministère du Plan et du Développement s'est tenu à l'hôtel Ivotel au Plateau, du mardi 23 vendredi 26 mai 2019.

Pour une meilleure appropriation de ces outils par les acteurs du processus de collecte de données et d'élaboration des rapports de mise en œuvre du PND (point focaux des ministères), le second atelier s'est tenu lundi 06 au vendredi 10 mai 2019 à Grand-Bassam. Le consultant a transmis le rapport final de l'étude à la CTC/PAGEF.

Activité : Recrutement de deux assistants techniques au MPD

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Les deux assistants techniques sont en fonction

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Les TDR en vue du recrutement d'un assistant technique chargé de l'élaboration et la vulgarisation de la politique nationale d'évaluation de la Côte d'Ivoire pour le compte du Ministère du Plan et du Développement ainsi que le projet d'AMI ont été transmis à la BAD le 29 mars 2019 pour ANO et publication. L'ANO de la BAD a été obtenu le 12 avril 2019 et l'AMI publié sur le site de la BAD et de UNDB le 12 avril 2019. A l'issue de l'analyse des dossiers reçu l'AMI a été infructueux. Il sera relancé.

Les TDR en vue du recrutement du deuxième assistant technique sont en cours d'élaboration par la DCSE/DGPLP.

Activité : Recrutement d'un consultant pour l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre la corruption et infractions assimilées

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : l'Avis à Manifestation d'Intérêt a été publié sur le site de la BAD et sur UNDB online le 12 avril 2019. La date limite de dépôt des dossiers de manifestation d'intérêt était fixée au 30 avril 2019. Après la séance d'ouverture des plis, une liste restreinte a été constituée et un projet de Demande de Propositions élaboré. La non objection de la DMP sur la Liste restreinte et le la Demande de Propositions a été obtenu le 11 juin 2019. La liste restreinte ainsi que le projet de demande de propositions ont été soumis à l'ANO de la BAD le 18 juin 2019.

Activité : Séminaire de formation des acteurs sur les nouveaux outils introduits par la comptabilité matière

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Recrutement du consultant en cours

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Les Termes de références de la formation sont en cours de finalisation.

Activité : Formation en Techniques de Comptabilité Nationale

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formation achevée

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : le processus de recrutement du centre/ cabinet est en cours en vue de la réalisation des formations.

Activité : Séminaire de rédaction et de validation du projet de déclaration des risques budgétaires 2019-2021

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formation effectuée

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Le séminaire a eu lieu à Grand Bassam du 13 au 15 septembre 2018. Trente-deux (32) participants y ont pris part.

Activité : Formation des agents de la DGE en techniques de prévision

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Recrutement du consultant

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La formation est reprogrammée le trimestre prochain.

Activité : Séminaire de sensibilisation d'au moins 220 acteurs sur le nouveau dispositif des marchés publics

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Validation du plan de formations

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La formation est reprogrammée le trimestre prochain.

Activité : Formation de 75 agents de la DPIP et des Ministères sectoriels en gestion des projets/programmes

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formation achevée

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La formation est reprogrammée le trimestre prochain.

Activité : Formation d'au moins 100 cadres des ministères sectoriels à l'emploi du SINAPSE

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formations en cours

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La formation est reprogrammée le trimestre prochain.

Activité : Appui à l'organisation de la CIEA 2017

Cet appui concerne quatre (4) activités à savoir (i) La conception, fabrication (en français et en anglais), édition et diffusion d'un ouvrage sur les leçons apprises des processus d'émergence de l'Afrique, suite à la CIEA 2017, (ii) le recrutement d'un consultant en appui à l'opérationnalisation du Secrétariat Exécutif ainsi que le recrutement d'un Consultant pour la conception et mise en place de la plateforme informatique du centre de veille stratégique, (iii) l'Acquisition des équipements (matériels informatiques et mobiliers de bureau) du Secrétariat Exécutif Régional (SER), (iv) la mission de benchmark.

Etat d'avancement au 30 juin 2019 :

(i) Concernant la conception, fabrication (en français et en anglais), édition et diffusion d'un ouvrage sur les leçons apprises des processus d'émergence de l'Afrique, après signature de la lettre de marché par le prestataire Les Editions Grandvaux et le PAGEF, la réception des ouvrages a été effectuée le 18 septembre dans les locaux du PNUD. Le prestataire a été entièrement payé

(ii) Concernant le recrutement d'un consultant en appui à l'opérationnalisation du Secrétariat Exécutif ainsi que le recrutement d'un consultant pour la conception et la mise en place de la plateforme informatique du centre de veille stratégique, la signature des contrats avec les consultants a eu lieu le 23 janvier 2019. Après leur numérotation dans le Système Intégré de Gestion des Marchés Publics et leur approbation, la mission des consultants a été enclenchée le 25 février 2019 avec l'organisation des réunions de cadrage de la mission le 26 février 2019. A ce jour, outre les rapports de démarrage qui ont déjà fait l'objet de validation, les consultants ont transmis les rapports d'étapes 1 et 2 de la mission. Ces rapports sont en instance de validation.

- (iii) En ce qui concerne les équipements du SER, la séance d'analyse et de jugement des offres s'est tenue le 28 décembre 2018. Le lot 1 relatif à la fourniture de matériel de bureau a été attribué à SOFT SYSTEM pour un montant de 4 800 000 FCFA. Le matériel a été livré. Cependant, il n'a pas été réceptionné. Le lot 2 relatif à la fourniture et installation de matériels informatiques a été attribué EGTE-CI pour un montant de 8 530 000 F CFA. Les fournitures n'ont pas encore été livrés. Le lot 3 relatif la fourniture et au montage de mobiliers de bureau a été attribué à SOFT SYSTEM pour un montant de 8 095 000 FCFA. Le matériel a été livré. Cependant, il n'a pas été réceptionné.
- (iv) S'agissant des missions de benchmark, la CTC est en attente des TDR en dépit des multiples relances adressées au Ministère du Plan.

Activité : Appui au recensement des entreprises industrielles et établissements de Côte d'Ivoire.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Collecte des données

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Dans le cadre de la mise en œuvre du Recensement des Entreprises Industrielles et Etablissements de Côte d'Ivoire (REEIE-CI) une convention a été signée entre le Projet d'Appui à la Gestion Economique (PAGEF) et l'Institut National de la Statistique (INS) le 23 Juillet 2018 pour un montant de 1.066.455.000 FCFA HT.

Un virement de 582 823 500 FCFA a été fait à l'ordre de l'INS le 08 octobre 2018.

La CTC/PAGEF a procédé à l'acquisition par paiement direct de :

- 180 tablettes pour un montant de 27 000 000 FCFA HT ;
- des fournitures de bureau et petits matériels de bureau pour un montant de 11 785 050 FCHA HT,
- des consommables informatiques pour un montant de 8 293 470 FCFA HT,
- du petits matériels et fournitures techniques pour un montant de 5 460 000 FCFA HT
- des produits d'entretien pour un montant de 400 000 FCFA HT ;
- du matériels et équipements d'une valeur de 68 018 470 FCFA HT ;
- du matériel informatique d'une valeur de 15 037 450 FCFA HT.

A ce jour la CTC est en attente des spécifications des lignes téléphoniques à acquérir.

Au niveau de l'INS, l'Institut a :

- organisé du 19 au 22 novembre 2018 à Jacqueville, un atelier en vue de la validation des questionnaires du recensement, du manuel de procédure des agents enquêteurs, des modules informatiques et de la stratégie de communication ;
- constitué une base de données de référence des Entreprises Industrielles ;
- organisé une enquête pilote suivie d'un atelier pour le traitement et l'analyse des données ;
- organisé un atelier de formation des agents enquêteurs à l'Hôtel Belle Côte du 18 au 29 mars 2019 ;
- procédé au lancement officiel du REEIE-CI le 26 avril 2019 à l'auditorium de la primature.

Toutes les 40 équipes de recensement constituées ont été déployées sur le terrain pour la collecte des données auprès des unités industrielles. Après un mois effectif de collecte, l'on dénombre 5 271 unités industrielles répertoriées dont 3 083 (58,5%) à Abidjan et 2 188 (41,5%) à l'intérieur du pays. Parmi ces 5 271 unités industrielles identifiées, 1 564 (29,7%) sont du secteur formel et 3 707 (70,3%) du secteur informel.

Au total, sur ces 5 271 unités industrielles dénombrées, 2 786 (52,8%) ont été enquêtées dont 1451 (27,5%) à Abidjan et 1 335 (25,3%) à l'intérieur du pays.

Volet II.2 : Appui aux structures de contrôle

Activité : Matériels et équipements informatiques pour les structures de contrôle.

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Livraison du matériel

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La répartition finale du montant disponible se présente comme suit : Cour des Comptes (78 600 250 FCFA), Inspection Générale d'Etat (87 180 000 FCFA), Inspection Générale des Finances (119 980 000 FCFA). Le Dossier d'Appel d'Offre a été transmis à la Direction des Marchés publics via la Cellule de Passation des Marchés du MEF le 15 mars 2019 en vue de sa publication dans le Bulletin Officielle des Marchés Publiques (BOMP). Suite à l'ANO de la DMP sur les propositions d'attribution des lots, Les résultats sont en cours de notification. Les marchés sont également en cours d'élaboration. Ils seront signés dans les dix (10) jours ouvrables suivants l'accusé de réception de la dernière notification.

Activité : Elaboration d'un manuel et guides de contrôle et d'audit

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Elaboration du rapport final de la mission

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Les demandes de propositions ont été émises le 29 avril 2019. La date limite de dépôt des propositions était fixée au 5 juin 2019. La séance d'analyse et de jugement des propositions techniques a eu lieu le 12 juin 2019. Les résultats issus de l'analyse et du jugement des propositions techniques ont été soumis à l'ANO de la DMP.

Activité : Elaboration de la cartographie du risque et du Plan d'Audit

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Elaboration du rapport final de la mission

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Les demandes de propositions ont été émises le 29 avril 2019. La date limite de dépôt des propositions était fixée au 6 juin 2019. La séance d'analyse et de jugement des propositions techniques a eu lieu le 12 juin 2019. Les résultats issus de l'analyse et du jugement des propositions techniques ont été soumis à l'ANO de la DMP.

Activité : Mise en œuvre de la fonction audit interne à l'IGF (Assistant technique)

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Elaboration du rapport du rapport d'étape 2

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Une requête d'ANO a été adressée à la BAD accompagnée des TDR et AMI le 10 août 2018. L'ANO de la BAD a été obtenu le 30 novembre 2018. L'AMI a été transmis à BAD le 3 décembre 2018 pour publication sur son site internet et sur UNDB online. L'AMI a été publié sur le site de la BAD et UNDB le 2 janvier 2019, dans le BOMP le 8 janvier 2019 et dans Fraternité Matin le 17 janvier 2019. La séance d'ouverture des plis s'est tenue le 28 janvier 2019. A l'issue de la séance d'analyse le rapport de recrutement a été transmis à la BAD le 27 février 2019 pour ANO après l'avis de non objection de la DMP. Le consultant pressenti a été convié à une séance de négociation les 15 et 19 mars et le 28 mai 2019 après avis de non objection de la BAD sur le processus de recrutement. Le procès-verbal de négociation ainsi que le projet de contrat ont été soumis à l'ANO de la BAD le 3 juin 2019.

Activité : Formation en détection des fraudes dans le contrôle de l'exécution des lois de finances

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formation achevée

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La formation s'est déroulée à l'Institut des Finances (IDF) à Bingerville du 29 avril au 06 mai 2019. Elle a été réalisée par le Centre Canadien de Recherche et d'Appui à la Gouvernance des organisations Publiques. 25 magistrats et 19 agents vérificateurs ont effectivement pris part à cette formation.

Activités : Renforcement des capacités des magistrats en comptabilité privée et publique

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formation achevée

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Le processus de recrutement du Cabinet de formation est en cours.

Activités : Formation aux normes de contrôle et d'audit de l'INTOSAI

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Recrutement du consultant

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Le processus de recrutement du Cabinet de formation est en cours.

Activités : Formation au profit des cadres des structures de contrôle et des Directeurs des Ministères à la méthodologie et aux outils d'élaboration de la cartographie et des plans d'audit basé sur les risques

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Validation du plan de formations

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Conformément au plan de formations validé par la BAD, la formation a été programmée en novembre 2019.

Activité : Formation d'au moins 15 agents de l'IGF à la certification en audit interne

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formation achevée

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Les lettres d'invitation en vue du recrutement du cabinet/centre de formations ont été émises.

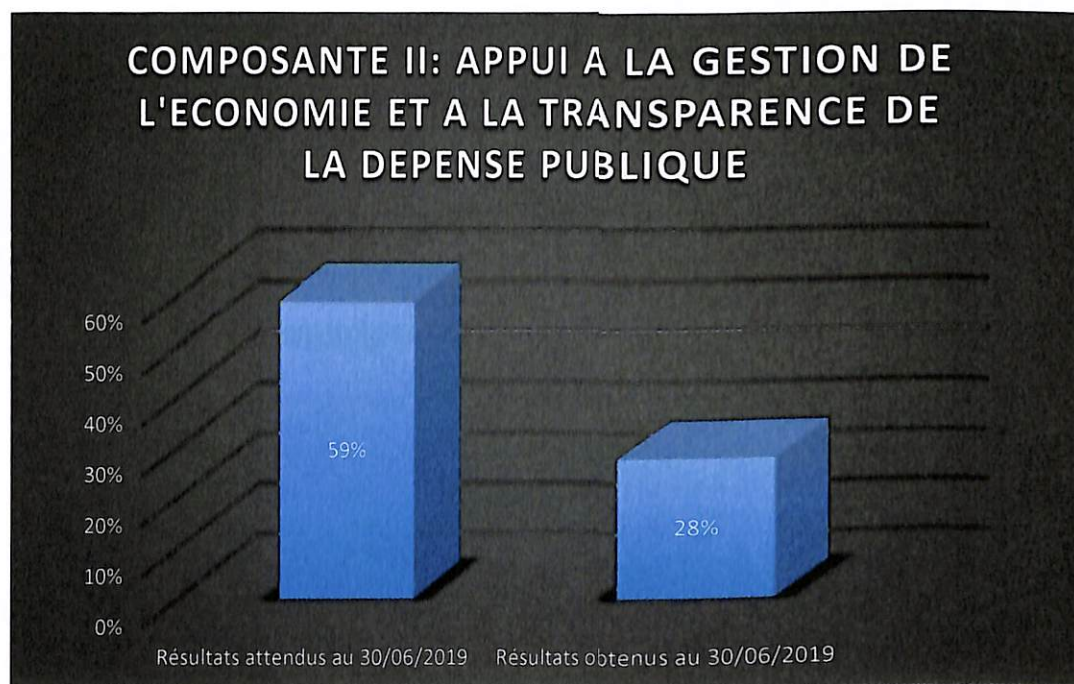
Activité : Formation d'au moins 20 cadres de l'IGF sur le thème "cadre juridique de la lutte contre la corruption et techniques de détection et d'enquête sur la corruption et les infractions assimilées ».

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Formation en cours

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : La formation aura lieu le trimestre prochain.

Le taux d'exécution physique de la composante II s'établit à 28% au 30 juin 2019.

Graphique 2 : Taux d'exécution physique de la composante II au 30 juin 2019



Source : Rapport d'activités au 30 juin 2019

Composante 3 : Gestion du projet.

Activité : Recrutement du Personnel

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Tout le personnel a été recruté et est en service au sein de la CTC, de l'Agence Comptable auprès du Projet et du Contrôle Financier auprès du Projet.

Activité : Acquisition d'un logiciel de gestion de projet pour le compte de la CTC

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Appui à l'utilisation du logiciel par le cabinet AGOSOFT

Etat d'avancement au 30 juin 2019 : Le cabinet AGOSOFT a été sélectionné pour la fourniture, l'installation du logiciel de gestion de projet TOMPRO et pour ses différents applicatifs (TOM2PRO, TOM2MARCHE, TOM2MONITORING ET TOM2PAIE) ainsi que pour la formation à son paramétrage et à son utilisation. A ce jour, la formation au paramétrage et à l'utilisation des différents applicatifs est achevée. L'assistance à l'utilisation des logiciels TOM2PRO, TOM2MARCHE, ET TOM2PAIE est achevée. L'assistance à l'utilisation du logiciel TOM2MONITORING est en cours.

Activité : Actualisation du manuel de procédures du PAGEF

Résultats attendus au 30 juin 2019 : Elaboration de la version finale du manuel

Etat d'avancement au 30 juin 2019 :

La signature du contrat avec le consultant a eu lieu le 27 février 2019. Après sa numérotation dans le Système Intégré de Gestion des Marchés Publics et son approbation, l'ordre de service de démarrage a été transmis au consultant le 06 mars 2019. La mission du consultant a été enclenchée le 07 mars 2019 avec l'organisation de la réunion de cadrage de la mission le 08 mars 2019. Le manuel est en cours d'élaboration.

Activité : Audit des comptes

Etat d'avancement au 31 mars 2019 : L'AMI a été publié sur le site de la BAD le 19 mars 2019. Une liste restreinte a été constituée et un projet de demande de proposition élaboré. Les ANO de la DMP et de la BAD ont été obtenus sur la liste restreinte et le projet de demande de propositions. La Demande de propositions a été mise émise auprès cabinets figurants sur la liste restreinte le 20 juin 2019. La date limite de dépôt des propositions est fixée au 24 juillet 2019.

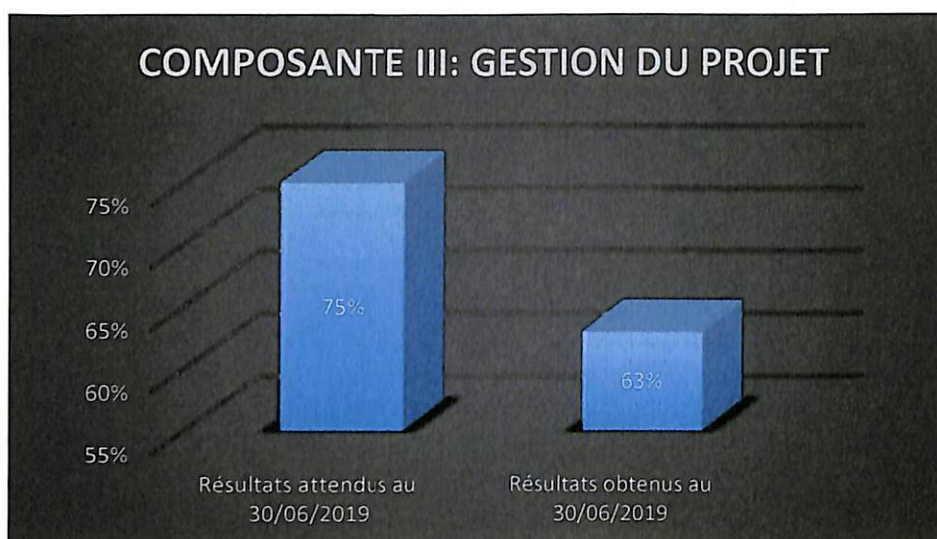
Activité : Formation des cadres de la CTC en suivi-évaluation, en gestion financière de projet, en procédures d'acquisitions.

Résultats attendus au 31 mars 2019 : Formations en cours

Etat d'avancement au 31 mars 2019 : Ces formations se dérouleront au troisième trimestre de l'année 2019.

Le taux d'exécution physique de la composante III s'établit à **63%** au 30 juin 2019.

Graphique 3 : Taux d'exécution physique de la composante III au 30 juin 2019



Source : Rapport d'activités au 30 juin 2019

Au 30 juin 2019, le taux d'exécution physique du Projet d'Appui à la Gestion Economique et Financière est de 25.06%.

III. LE SUIVI FINANCIER

III.1 RAPPEL DES DONNEES FINANCIERES DU PROJET

Répartis par catégories de dépenses comme ci-après :

Prêt FAT N°5900150001501

		Devises étrangères	Monnaie locale	TOTAL (UC)	TOTAL(CFA)
A.	BIENS	2 404 000	601 000	3 005 000	2 465 151 750
B.	SERVICES	4 447 000	1 483 000	5 930 000	4 864 675 500
C.	FONCTIONNEMENT	33 000	62 000	95 000	77 933 250
	COUT DE BASE	6 884 000	2 146 000	9 030 000	7 407 760 500
D.	IMPREVUS	467 000	115 000	582 000	477 443 700

COUT TOTAL	7 351 000	2 261 000	9 612 000	7 885 204 200
------------	-----------	-----------	-----------	---------------

Don FAT N°5900155011703

		Devises étrangères	Monnaie locale	TOTAL (UC)	TOTAL(CFA)
A.	BIENS	28 000	0	28 000	22 969 800
B.	SERVICES	0	0	0	0
C.	FONCTIONNEMENT	0	0	0	0
	COUT DE BASE	28 000	0	28 000	22 969 800
D.	IMPREVUS	0	0	0	0
	COUT TOTAL	28 000	0	28 000	22 969 800

Prêt FAD N°2100150037246

		Devises étrangères	Monnaie locale	TOTAL (UC)	TOTAL(CFA)
A.	BIENS	1 053 000	0	1 053 000	863 828 550
B.	SERVICES	2 957 000	290 000	3 247 000	2 663 676 450
C.	FONCTIONNEMENT	549 964	1 450 036	2 000 000	1 640 700 000
	COUT DE BASE	4 559 964	1 740 036	6 300 000	5 168 205 000
D.	NON ALLOUE	180 000	70 000	250 000	205 087 500
	COUT TOTAL	4 739 964	1 810 036	6 550 000	5 373 292 500

Don FAD N°2100155034516

		Devises étrangères	Monnaie locale	TOTAL (UC)	TOTAL(CFA)
A.	BIENS	0	0	0	0
B.	SERVICES	0	0	0	0
C.	FONCTIONNEMENT	59 536	153 092	212 628	174 429 380
	COUT DE BASE	59 536	153 092	212 628	174 429 380
D.	NON ALLOUE	0	0	0	0
	COUT TOTAL	59 536	153 092	212 628	174 429

Contrepartie nationale de cofinancement

En ce qui concerne la contrepartie nationale de 1 640 700 000 FCFA, elle sert à financer une partie des équipements, des travaux et du fonctionnement répartis par catégorie de dépenses comme suit :

		Devises étrangères	Monnaie locale	TOTAL(UC)	TOTAL(CFA)
A.	BIENS	0	1 172 040	1 172 040	961 483 014
B.	SERVICES	0	284 710	284 710	233 561 849
C.	FONCTIONNEMENT	0	543 240	543 240	445 646 934
	COUT DE BASE	0	1 999 990	1 999 990	1 640 691 797
D.	NON ALLOUE	0	0	0	0
	COUT TOTAL	0	1 999 990	1 999 990	1 640 691 797

Par ailleurs, une contrepartie hors cofinancement d'un montant total de 871 757 500 FCFA a été également prévue en vue de prendre en charge les autres frais de fonctionnement non pris en charge par la contrepartie de cofinancement.

III.1.1 Les Comptes du projet

La Coordination du Projet PAGEF tient des comptes distincts spécifiés par les différentes conventions de financement et documents du projet selon les règles et procédures de la BAD. Afin de faciliter les décaissements (utilisations des fonds), les mécanismes suivants ont été mis en place à travers l'ouverture des comptes rattachés à chaque instrument de financement.

III.1.1.1 Comptes bailleurs

En vue de satisfaire aux conditions de mise en vigueur du projet, deux (02) comptes spéciaux ont été ouverts pour recevoir respectivement les ressources du prêt FAT et du prêt FAD, auxquels sont rattachés deux (02) comptes projets tous inscrits dans les livres de la banque commerciale Bank Of Africa (BOA). Il s'agit du :

- Compte spécial FAT ;
- Compte projet FAT ;
- Compte Spécial FAD ;
- Compte projet FAD.

III.1.1.2 Comptes de contrepartie nationale

En ce qui concerne la contrepartie nationale deux (02) comptes ont été ouverts dans les livres de la Banque de Dépôt du Trésor. Il s'agit de :

-compte de Contrepartie nationale de cofinancement à la Banque des dépôts du trésor destiné à recevoir les ressources de cofinancements des activités liées aux différentes composantes et couvre les catégories inscrites dans les accords de financement du projet ; et

-compte hors contrepartie de cofinancement à la Banque des dépôts du trésor destiné à recevoir les ressources pour la prise en charge des autres dépenses de fonctionnement relatives aux loyers, à l'électricité, au carburant, aux frais de communication, aux indemnités et salaires des agents des organes de gestion rattachés au projet.

III.1.2 Procédures de décaissements ou approvisionnements

Les retraits de fonds à la Banque se font à travers les méthodes du compte spécial (essentiellement pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses de contrats de faibles montants), de paiement direct (pour les acquisitions de biens et services et autres dépenses aux coûts relativement élevés) et de remboursement en cas de préfinancement par la contrepartie nationale des dépenses imputables à la Banque « après avis préalable de la Banque ».

Les approvisionnements des comptes de contrepartie s'effectuent conformément à la procédure nationale en vigueur pour le règlement des dépenses par le Trésor public. Les engagements du projet sont réglés par l'Agence Comptable auprès du projet sur la base de l'Ordre de Paiement (OP), établi par la Cellule Technique de Coordination et certifié par le Coordonnateur du projet.

III.1.2.1 Ressources du bailleur

* Prêt FAT

Une demande d'avance initiale d'un montant de 100 396 850 FCFA a été initiée en décembre 2017 pour approvisionner le compte spécial FAT pour la formation de cadres de la CEP, la prise en charge

des honoraires des consultants recrutés sur le projet, et divers frais de gestion (Publication des AMI, missions de suivi...).

Deux DRF d'une valeur totale de 477 721 744 FCFA ont été adressées à la Banque en novembre 2018 après justification de l'utilisation de 64.25% de l'avance initiale soit 64 491 455 FCFA. Un décaissement de 386 721 744 FCFA a été fait au profit du PAGEF le 25 mars 2019 par la BAD.

*** Prêt FAD**

Une demande d'avance initiale d'un montant de 682 823 500 FCFA a été initiée en avril 2018 pour approvisionner le compte spécial FAD pour la prise en charge des ateliers de validations des études et de l'activité relative à l'appui au recensement des entreprises industrielles et établissement de Cote d'Ivoire (REEIE-CI) ainsi qu'une DRF de 401 298 000 FCFA en novembre 2018

Cependant, après échanges avec les services de décaissement de la Banque, conformément à ses procédures, la DRF ne sera satisfaite qu'après justification d'au moins 50% des dépenses. A ce jour l'Institut Nationale de la Statistique a pu transmettre des pièces justificatives approuvées à hauteur de 85 817 961 FCFA soit 14.72 % de l'avance de 582 823 500 FCFA consentie à l'Institut Nationale de la Statistique dans le cadre de la convention d'appui technique entre le PAGEF et l'INS du 29/06/2018 pour le REEIE-CI 2018 ce qui ne permet pas le renouvellement de ce compte* Don FAT et FAD

La méthode de décaissement appliquée sur ces deux instruments de financement est celle des paiements directs.

III.1.2.2 Ressources de contrepartie nationale

Les crédits accordés au titre de la contrepartie nationale pour l'année 2017 se sont élevées à 624 037 620 FCFA et sont repartis comme suit :

- Contrepartie nationale de cofinancement : 343 495 160 FCFA ;
- Hors contrepartie nationale de cofinancement : 280 542 460 FCFA.

Par ailleurs le 27 septembre 2018 une autorisation de crédit d'un montant de 500 000 000 FCFA a été notifié pour l'année 2018. La répartition d'octobre 2018 se présente comme suit : 280 000 000 FCFA sur le compte Etat de contrepartie de cofinancement et 220 000 000 FCFA sur le compte Etat hors contrepartie de cofinancement.

Les crédits autorisés sur le budget de l'Etat pour 2019 ont été notifiés et s'élèvent à 250 000 000 FCFA. La répartition se présente comme suit : 100 000 000 FCFA sur le compte Etat contrepartie de cofinancement et 150 000 000 FCFA sur le compte Etat hors contrepartie de cofinancement.

Le décaissement des fonds de contrepartie s'effectue conformément aux procédures nationales.

Les approvisionnements des comptes de contrepartie sont effectués, à partir du Trésor Public, par la Paierie Générale de la Dette Publique (PGDP).

Au 30 juin 2019, les budgets notifiés sur les ressources de l'Etat s'élèvent au total à 1 374 037 620 FCFA répartis comme suit :

- 723 495 160 FCFA sur le compte de contrepartie de cofinancement, et ;
- 650 542 460 FCFA sur le compte de hors contrepartie de cofinancement.

III.2 EXECUTION DES RESSOURCES AU 30 juin 2019

III.2.1 Don FAT

Une demande de paiement directe a été soumise à la banque au 1^{er} trimestre 2018 pour l'équipement de la Cellule Technique de Coordination du projet en matériels et équipements informatiques à hauteur de 21 178 690 FCFA (Voir tableau ci-dessus). Au cours du 2^{ème} trimestre 2019, une demande de paiement d'un montant de 550 000 FCFA a été adressée à la banque pour l'acquisition de matériel informatique pour le compte de la Cellule Technique de Coordination du PAGEF.

Tableau 1. Synthèse de l'exécution des ressources – Don FAT au 30 juin 2019

ANNEE	MONTANT DU FINANCEMENT (A)	RESSOURCES - DON FAT				DECAISSEMENT (F)	SOLDE (G) = (A) - (F)
		ENGAGEMENTS			Total (E) = (B) + (C) + (D)		
		Biens (B)	Service (C)	Fonctionnement (D)			
2017		0	0	0	0	22 969 800	
2018-1er trim		21 178 690	0	0	21 178 690	1 791 110	
2018-2ème trim		0	0	0	0	1 791 110	
2018-3ème trim	22 969 800	0	0	0	0	1 791 110	
2018-4ème trim		0	0	0	0	1 791 110	
2019-1er trim		0	0	0	0	1 791 110	
2019-2ème trim		550 000	0	0	550 000	1 791 110	
TOTAL		21 728 690	0	0	21 728 690		
TAUX				94.60%		92,20%	

III.2.2 Don FAD

Il s'agit des engagements effectués pour la prise en charge de la Conception, fabrication (en français et anglais), édition et diffusion d'un ouvrage sur les leçons apprises des processus d'émergence de l'Afrique suite à la Conférence Internationale sur l'Émergence de l'Afrique (CIEA) 2017 dépenses d'équipement engagées dans le cadre de la mise en œuvre du projet à hauteur de **74 346 680 FCFA**. Au cours du 2^{ème} trimestre 2019, deux demandes de paiement ont été soumises à la Banque pour un montant de **5 250 000 FCFA** à l'ordre des consultants retenus pour l'opérationnalisation du Secrétariat Exécutif Régional et la conception et mise en place de la plateforme informatique du Centre de Veille Stratégique de la Conférence Internationale sur l'Émergence en Afrique (CIEA).

Tableau 2. Synthèse de l'exécution des ressources – Don FAD au 30 juin 2019

RESSOURCES - DON FAD							
ANNEE	MONTANT DU FINANCEMENT (A)	ENGAGEMENTS				DECAISSEMENT (F)	SOLDE (G) = (A) - (F)
		Biens (B)	Service (C)	Fonctionnement (D)	Total (E) = (B) + (C) + (D)		
2017		0	0	0	0	0	174 429 380
2018-1er trim		0	0	0	0	0	174 429 380
2018-2ème trim		0	0	0	0	0	174 429 380
2018-3ème trim	174 429 380	0	74 346 680	0	74 346 680	0	174 429 380
2018-4ème trim		0	0	0	0	74 346 680	100 082 700
2019-1er trim		0	0	0	0	0	100 082 700
2019-2ème trim		0	5 250 000	0	5 250 000	0	100 082 700
TOTAL		0	79 596 680	0	79 596 680	74 346 680	
TAUX				45,63		42,62	

III.2.3 Prêt FAD

Sur l'avance de 682 823 500 FCFA décaissée par la BAD au 3^{ème} trimestre 2018, 582 823 500 FCFA ont été transférés sur le compte de L'institut National de la Statistique (INS), représentant 60% du fonctionnement prévu dans le cadre de l'activité de recensement des entreprises industrielles et établissement de Cote d'Ivoire conformément à la convention signée entre le projet et l'INS, et 100 000 000 FCFA pour la prise en charge des ateliers et séminaires de formations. En terme de biens, en plus des demandes de paiement directs soumis à la Banque pour le règlement de la première vague d'acquisition de matériel 25 538 520 FCFA au 4^{ème} trimestre 2018, une seconde vague d'acquisition à hauteur de 27 442 500 FCFA au 1^{er} trimestre 2019 et une troisième d'un montant de 15 037 450 FCFA au 2^{ème} trimestre pour la mise en œuvre du Recensement Economique des Entreprises Industrielles et Etablissements de Cote d'Ivoire (REEIE-CI) 2018 ont été engagées. Cependant la DRF d'un montant total de 401 298 000 FCFA transmise en novembre 2018 pour la prise en charge des 40% du fonctionnement prévu dans le cadre de l'activité de recensement des entreprises industrielles et établissement de Cote d'Ivoire conformément à la convention signée entre le projet et l'INS a été annulée dans le courant du second trimestre 2019 dans l'attente la transmission des pièces justificatives produites par l'INS.

Tableau 3. Synthèse de l'exécution des ressources – Prêt FAD au 30 juin 2019

ANNEE	MONTANT DU FINANCEMENT (A)	RESSOURCES - PRÊT FAD					DECAISSEMENT (F)	SOLDE (G) = (A) - (F)
		Biens (B)	Service (C)	Fonctionnement (D)	Total (E) = (B) + (C) + (D)	ENGAGEMENTS		
2017		0	0	0	0	0	0	5 373 292 500
2018-1er trim		0	0	0	0	0	0	5 373 292 500
2018-2ème trim		0	0	682 823 500	682 823 500	0	0	5 373 292 500
2018-3ème trim	5 373 292 500	0	0	0	0	682 823 500	0	4 690 469 000
2018-4ème trim		25 538 520	0	0	25 538 520	0	0	4 690 469 000
2019-1er trim		27 442 500	0	0	27 442 500	25 538 520	0	4 664 930 480
2019-2ème trim		15 037 450	0	0	15 037 450	0	0	4 664 930 480
TOTAL		68 018 470	0	682 823 500	750 841 970	708 362 020	13,18	
TAUX				13,97				

III.2.4 Prêt FAT

Sur un engagement total de **606 306 219 FCFA**, **100 396 850 FCFA** ont été décaissés et transférés sur le compte spécial FAT pour la prise en charge des honoraires des experts du projet à hauteur de **58 500 000 FCFA** et **41 896 850 FCFA** pour la prise en charge des ateliers et séminaires de formations. En terme d'acquisitions de bien, une demande de paiement directe pour l'équipement de la cellule Technique de Coordination du projet en matériel d'archivage et mobiliers de bureau pour un montant de **15 275 460 FCFA** et décaissé en décembre 2018. Par ailleurs, une DRF d'un montant de **377 721 744 FCFA** a été soumise à la banque en décembre 2018. Ce montant est reparti comme suit : **66 000 000 FCFA** pour la prise en charge des honoraires d'expert pour le premier semestre 2018 et **311 721 744 FCFA** pour la prise en charge des activités de formations et séminaires de sensibilisations prévues. Dans le courant du premier trimestre de l'année 2019 un montant de **35 158 744 FCFA** a été engagé correspondant à 33 458 339 FCFA pour la prise en charge des honoraires des experts du projet et 1 700 405 FCFA pour le fonctionnement (Publication d'Avis à Manifestation d'intérêt et frais bancaires). Au 2eme trimestre 2019 **46 165 926 FCFA** a été engagé pour le règlement de consultants pour l'élaborations d'études et **30 890 466 FCFA** pour l'acquisitions de logiciels de gestion de projet pour la CTC ainsi que du matériel et mobilier de bureau.

Tableau 4. Synthèse de l'exécution des ressources – Prêt FAT au 30 juin 2019

ANNEE	MONTANT DU FINANCEMENT (A)	RESSOURCES - PRÊT FAT				DECAISSEMENT (F)	SOLDE (G) = (A) - (F)
		ENGAGEMENTS					
		Biens (B)	Service (C)	Fonctionnement (D)	Total (E) = (B) + (C) + (D)		
2017		0	58 500 000	41 896 850	100 396 850	100 396 850	7 784 807 350
2018-1er trim		15 275 460	0	0	15 275 460	0	7 784 807 350
2018-2ème trim		0	0	0	0	0	7 784 807 350
2018-3ème trim	7 885 204 200	0	0	0	0	0	7 784 807 350
2018-4ème trim		0	66 000 000	311 721 744	377 721 744	15 275 460	7 769 531 890
2019-1er trim		0	33 458 339	1 700 405	35 158 744	386 721 744	7 382 810 146
2019-2ème trim		30 890 466	46 862 955	0	77 753 421	29 148 794	7 353 661 352
TOTAL		46 165 926	204 821 294	355 318 999	606 306 219	531 542 848	
TAUX				7,69		6,74	

III.2.5 Etat - Contrepartie nationale de cofinancement

Au 30 juin 2019, 81 226 056 FCFA ont été engagés pour le règlement des charges de personnel et indemnités de comités, et 632 436 FCFA pour les charges de fonctionnement autres que les salaires et indemnités (frais bancaires et publications d'avis à manifestations d'intérêts).

Tableau 5. Synthèse de l'exécution des ressources – Contrepartie nationale de cofinancement au 30 juin 2019

ANNEE	CREDITS NOTIFIES	DISPONIBLE BUDGETAIRE (A)	RESSOURCES - CONTREPARTIE DE COFINANCEMENT				SOLDE BUDG (E) = (A) - (D)
			Investissement (B)	ENGAGEMENTS		Total (D) = (B) + (C)	
				Fonctionnement (C)			
2017	343 495 160	343 495 160	0	0	0	343 495 160	
2018-1er trim		343 495 160	0	0	0	343 495 160	
2018-2ème trim		343 495 160	0	405 685	405 685	343 089 475	
2018-3ème trim		343 089 475	0	33 483 085	33 483 085	309 606 390	
2018-4ème trim	280 000 000	589 606 390	0	18 114 886	18 114 886	571 491 504	
2019-1er trim	100 000 000	671 491 504	0	14 497 000	14 497 000	656 994 504	
2019-2ème trim	0	656 994 504	0	15 357 836	15 357 836	641 636 668	
TOTAL	723 495 160		0	81 858 492	81 858 492		
		TAUX	11,31				

III.2.6 Etat - Hors Contrepartie nationale de cofinancement

Le montant de 285 334 973 FCFA engagé au 30 juin se répartit comme suit :

- 99 301 372 FCFA pour la prise en charges des travaux d'aménagement des locaux, des acquisitions de mobilier de bureau, matériels informatiques et véhicules de services
- 256 445 909 FCFA pour les charges de fonctionnement, à savoir 69 989 431 FCFA pour les charges de personnel et 186 456 478 FCFA pour les charges de fonctionnement autres que les charges de personnel (loyers, carburant, électricité, eau, communication, fournitures de bureau et consommables informatiques)

Tableau 6. Synthèse de l'exécution des ressources – Hors Contrepartie nationale de cofinancement au 30 juin 2019

ANNEE	CREDITS NOTIFIES	DISPONIBLE BUDGETAIRE (A)	ENGAGEMENTS			SOLDE BUDG (E) = (A) - (D)
			Investissement (B)	Fonctionnement (C)	Total (D) = (B) + (C)	
2017	280 542 460	280 542 460		42 826 605	42 826 605	237 715 855
2018-1er trim		237 715 855	16 190 863	10 215 601	26 406 464	211 309 391
2018-2ème trim		211 309 391	3 808 000	11 143 813	14 951 813	196 357 578
2018-3ème trim		196 357 578	0	29 439 089	29 439 089	166 918 489
2018-4ème trim	220 000 000	386 918 489	68 800 000	53 722 797	122 522 797	264 395 692
2019-1er trim	150 000 000	414 395 692	400 374	48 787 831	49 188 205	365 207 487
2019-2ème trim	0	365 207 487	10 102 135	60 310 173	70 412 308	294 795 179
TOTAL	650 542 460		99 301 372	256 445 909	355 747 278	
TAUX						54,68

En résumé sur les ressources bailleur d'un montant total de **13 455 895 880 FCFA**, les engagements de **1 772 296 372 FCFA** au 31 mars 2019 passent à **1 456 773 154 FCFA** suite à l'annulation de la DRF pour la prise en charge des ateliers de validations des études et de l'activité relative à l'appui au recensement des entreprises industrielles et établissement de Cote d'Ivoire (REEIE-CI) dont **1 335 872 738 FCFA** effectivement décaissé, soit un taux d'engagement de **10.83%** et un taux de décaissement de **9.93%**. Concernant la contrepartie de l'Etat, sur **1 374 037 620 FCFA** notifié à ce jour, un montant de **434 997 937 FCFA** a été engagé et **418 420 969 FCFA** décaissé. Soit un taux d'engagement de **31.66%** et un taux de décaissement de **30.45 %**.

IV. Difficultés rencontrées/ conclusions / recommandations

IV.1 Difficultés rencontrées.

- Long délai de paiement des fournisseurs et prestataires de services ;
- Difficulté de reconstitution du prêt FAD due à la non justification de 50% des ressources mise à la disposition de l'INS pour le REEIE-CI : En effet, sur l'avance de 682 823 500 FCFA décaissée par la BAD en 2018, 582 823 500 FCFA ont été transférés sur le compte de l'INS, représentant 60% du fonctionnement prévu dans le cadre du REEIE-CI conformément à la convention signée entre le projet et l'INS. La reconstitution de ce compte par la BAD est tributaire de la justification de 50% des dépenses réalisées sur le compte. A ce jour, les justificatifs des dépenses réalisées par l'INS n'atteignant pas les 50% le compte spécial ne peut être reconstituer ;
- Difficultés d'acquisition des serveurs de la DGD du fait de leurs coûts élevés : conformément à la procédure, le coût des acquisitions ne doit pas être supérieur à 500 000 UC soit 400 000 000 FCFA alors que les coûts de certains serveurs sont au-delà ce montant ;
- L'insuffisance des ressources de la classe 2 de la contrepartie Etat au titre de l'année 2019 : En effet, sur une requête totale de 1 196 819 880 FCFA dont 727 986 134 FCFA représentant le gap de financement de la classe 2 de la contrepartie de cofinancement au titre de l'année 2019, un montant de 250 000 000 FCFA ne prenant pas en compte les dépenses de la classe 2 (0 FCFA) a été notifié au PAGEF. Cette situation a pour conséquence l'acquisition partielle du matériel informatique des régies financières (DGTCP et DGI) d'une part et d'autre part l'incapacité d'acquérir les serveurs de la DGD dont les coûts sont élevés ;
- Faible réactivité de certaines structures bénéficiaires.

IV.2 Conclusions

Le trimestre écoulé a vu la poursuite des travaux des consultants recrutés. Il s'agit des travaux de l'Assistant Technique en appui à l'opérationnalisation du Secrétariat Exécutif Régional de la CIEA, de l'Assistant Technique pour la mise en place de la plateforme informatique de la CIEA, du consultant chargé de l'élaboration d'un modèle de projection des recettes fiscales à la DGI, du consultant chargé de l'actualisation du manuel de procédures administratives comptables et financières de la CTC du PAGEF, du consultant en charge de l'étude sur le renforcement du dispositif national d'appui à l'autonomisation de la femme. Il convient de noter également que l'activité portant sur l'élaboration et la diffusion des outils de suivi, d'évaluation et de contrôle des politiques a été achevée. En ce qui concerne les formations, la procédure de sélection des cabinets/centres de formations et autres prestataires de services a été enclenchée pour la réalisation de sept formations. Celles-ci seront réalisées dans le courant du trimestre prochain.

IV.3 Recommandations

En direction de la partie nationale :

- Transmettre les pièces justificatives des dépenses du REEIE-CI à la BAD en vue de la reconstitution du compte spécial ;
- Sensibiliser les points focaux au traitement diligent des dossiers ;
- Solliciter auprès de la BAD la levée de la contrainte liée au plafond d'engagement de la dépense chiffrée à 500 000 UC soit environ 410 175 000 F CFA du fait de la qualité et du coût élevé des serveurs proposés par la DGD ;
- Procéder à une acquisition partielle du matériel informatique des régies financières.
-

En direction de la BAD :

- Sensibiliser les services de décaissement et les services d'acquisition de la Banque sur le traitement diligent des demandes de paiement des fournisseurs et prestataires et des ANO.
- Lever la contrainte liée au plafond d'engagement de la dépense chiffré à 500 000 UC soit environ 410 175 000 F CFA du fait de la qualité et du coût élevé des serveurs proposés par la DGD.

Annexe I : Récapitulatif de l'état de mise en œuvre des activités au 30 juin 2019

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
Composante 1 : Appui à la mobilisation des ressources internes.								
Volet I.1 : Appui aux régies financières								
1	Acquisition de matériels et équipements informatiques pour les régies financières	DGI/DGTCP/DGD	Sélection du fournisseur	Le DAO pour l'acquisition du matériel de la DGTCP et la DGI ont été transmis à la DMP pour examen et publication. Le DAO sera publié dans le BOMP le 2 juillet 2019.	1 230 525 000	0	0	Une correspondance a été adressée aux régies financières en vue de mettre à la disposition de la CTC les spécifications techniques ainsi que les quantitatifs du matériel à acquérir sur la base de la disponibilité budgétaire comme suit : DGTCP : 354 019 875 FCFA DGD : 229 088 866 FCFA DGI : 354 019 875 FCFA.
2	Interconnexion des douanes de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et du Sénégal	DGD	Installation et configuration des serveurs	Les résultats des analyses du DAO publié le 25 décembre 2018 ont été infructueux. Le DAO sera relancé.	820 235 000	0	0	Un courrier a été adressé à la BAD afin de lever la contrainte liée au montant de 500 000 UC à ne pas excéder selon les procédures d'acquisition vu le coût élevé des serveurs d'interconnexion.
3	Elaboration d'un schéma directeur informatique à la DGD ; l'IGE ; et la DGE	DGD/DGI/IGE/DGE	Rédaction de la première version du SDI	Les demandes de propositions ont été émises le 24 avril 2019. La séance d'ouverture des plis a eu lieu le 26 juin 2019. Les séances d'analyses et de jugement sont en cours	410 175 000	0	0	La DGTCP ayant réalisé l'étude relative au schéma directeur informatique, elle a été remplacée par l'IGE. La DGI a également informé la CTC de la réalisation de son schéma SDI
4	Mise en place de la dématérialisation et la	DGD/DGI/DGTCP	Elaboration de la première version du	Les DDP ont été émises le 15 février 2019. L'ANO de la BAD	492 210 000	0	0	

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
	gestion électronique des documents à la DGD ; la DGI et la DGTCP		rapport de mise en oeuvre.	sur le rapport d'analyse des propositions techniques a été obtenu le 20 juin 2019. Ouvertures des propositions financières prévue le 9 juillet 2019.				
5	Elaboration d'un modèle de projection des recettes fiscales.	DGI	Elaboration du rapport mensuel n°5 -Acquisition du logiciel Eviews	Le consultant a transmis à la CTC du PAGEF le deuxième rapport d'étape qui est en instance de validation.	82 035 000	55 000 000	0	La première tranche du consultant a été transmis à la BAD pour paiement
6	Renforcement du cadastrage pour le recouvrement de l'impôt foncier.	DGI/DCAD	Prises de vues aériennes	A l'issue de la séance d'analyse des propositions techniques qui a eu lieu dans les locaux du PAGEF le 19 février 2019, les résultats ont été transmis à la BAD pour ANO le 29 mars 2019 après l'avis de non objection de la DMP. La CTC est en attente du retour de la BAD.	738 315 000	0	0	Depuis le 29 mars 2019, la CTC est en attente de l'ANO de la BAD en vue de la réalisation de l'activité.
7	Formation des agents de la DGTCP à la certification en audit interne.	DGTCP/IGT	Formation achevée	Les recrutements du consultant et des autres prestataires (restauration, communication, fournitures) ont été réalisés. La date de démarrage de la formation en fonction de la disponibilité des agents de l'IGT a été fixée au 1 ^{er} août 2019.	30 000 000	26 000 000	0	La formation sera réalisée par IIA-CI DG qui est seul habilité à réaliser ce type de formation. Un ANO de gré à gré a été donné par la BAD à cet effet.
8	Formation en fiscalité de base catégorie A	DGI	Formation achevée	La CTC est en attente d'une proposition de date de la part	17 600 000	0	0	La contribution du PAGEF concerne uniquement la prise en

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
				de la DGI afin de programmer cette activité.				charge des frais de facilitation
9	Formation en fiscalité de base catégorie B	DGI	Formation en cours	La CTC est en attente d'une proposition de date de la part de la DGI afin de programmer cette activité.	28 000 000	0	0	La contribution du PAGEF concerne uniquement la prise en charge des frais de facilitation
10	Formation en fiscalité de base catégorie C	DGI	Formation en cours	La CTC est en attente d'une proposition de date de la part de la DGI afin de programmer cette activité.	17 100 1000	0	0	La contribution du PAGEF concerne uniquement la prise en charge des frais de facilitation
11	Séminaire de formation sur la sectorisation et l'actualisation des entités entrant dans le champ de la PNG	DGTCP	Formation achevée	Le séminaire s'est tenu à grand Bassam du 23 au 26 octobre 2018.	30 000 000	15 063 275	15 063 275	
13	Formation des agents de la douane à la méthodologie de l'audit et du contrôle interne	DGD	Formation achevée	Une demande de cotation a été adressée à l'IIACI en vue de la réalisation de la formation	70 000 000	0	0	La formation sera réalisée par IIA-CI DG qui est seul habilité à réaliser ce type de formation. Elle se tiendra à l'école des douanes
Volet 1.2 – Appui à la gestion de la dette								
14	Etude des conséquences d'une dépréciation du F.CFA par rapport à un panier de devises sur le portefeuille de la dette publique	DDPD	Elaboration du rapport final de l'étude	Suite aux observations de la CTC sur les TDR, la DDPD est en cours de finalisation des TDR	28 712 250	0	0	

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
15	Réalisation de l'étude sur l'impact de la note financière du pays sur la dette.	DDPD	Elaboration du rapport final de l'étude	La CTC est en attente des TDR de l'étude.	28 712 250	0	0	
16	Recrutement de cinq assistants techniques pour la DDPD.	DDPD	Les AT sont en service	La CTC a reçu les TDR de recrutement de trois AT. Les TDR de l'AT en informatique et en anglais sont en attente.	367 477 800	0	0	
17	Création d'une salle de marché de la DDPD.	DDPD	Le recrutement du consultant pour l'élaboration du cahier de charges	Les résultats de l'analyse des manifestations d'intérêts ont été soumis à l'ANO de la DMP.	200 000 000	0	0	Un consultant sera recruté en vue d'élaborer des cahiers de charges nécessaires à l'acquisition des équipements
18	Formation au principe du droit OHADA et aspects juridiques et financiers de la gestion de la dette publique ainsi que les risques y afférents.	DDPD	Recrutement du cabinet de formation et des prestataires de service	Les lettres d'invitations en vue du recrutement du cabinet de formation ont été émises.	15 000 000	0	0	
19	Formation à l'élaboration de la Viabilité de la Dette (AVD)	DDPD	Recrutement du cabinet de formation et des prestataires de service	Les lettres d'invitations en vue du recrutement du cabinet de formation ont été émises.	15 438 200	0	0	Deux propositions ont été reçues et sont en cours d'analyse
20	Formation à l'élaboration de la stratégie de la dette à moyen termes (SDMT)	DDPD	Formation achevée	Les lettres d'invitations sont en cours d'élaboration.	15 438 200	0	0	
21	Formation à la gestion de la trésorerie de l'Etat	DDPD	Validation du plan de formations	La formation est prévue au mois d'août 2019.	15 438 200	0	0	

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
22	Formation des agents de la DDPD au contrôle et audit interne.	DDPD	Validation du plan de formations	La formation est prévue au mois d'octobre 2019.	13 785 500	0	0	
23	Formation en techniques de négociation de prêt et de renégociation de dette.	DDPD	Validation du plan de formations	La formation est prévue au mois d'octobre 2019.	14 345 400	0	0	
	Formation en Partenariat Public Privé	DDPD	Formation achevée	La formation sera reprogrammée.	25 000 000	0	0	
	Formation	DDPD	Validation du plan de formations	La formation est prévue au mois de novembre 2019.	8 052 500	0	0	
Composante 2 : Appui à la gestion de l'économie et à la transparence de la dépense publique.								
Volet II.1: Appui à la Gestion des dépenses publiques et au suivi-évaluation du PND.								
24	Câblage d'au moins cinq localités au SIGFIP	DAS	Elaboration du cahier de charges par le consultant	La BAD a donné son ANO pour une entente directe avec la SNDI. Une réunion a eu lieu avec la SNDI afin d'échanger sur les conditions de mise en œuvre de l'activité.	615 262 500	0	0	Par courrier en date du 14 janvier 2019, le Directeur de cabinet du SEPMBPE a sollicité une entente directe avec la SNDI, unique partenaire technique de la DGBF en matière de câblage et connexion des localités au SIGESCOD et SIGFIP. Elle assure le développement des applications, la formation des formateurs et la gestion satellitaire.
25	Matériels et équipements informatiques pour la DGBF	DGBF	Le fournisseur est recruté	Le DAO a été retransmis à la DMP pour examen et publication.	369 157 500	0	0	

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
26	Matériels et équipements informatiques pour le ministère de la Femme, de Famille et l'Enfant	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	Livraison du matériel	Le DAO a été publié dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics le 25 décembre 2018. L'ANO de la DMP a été obtenu le 19 mars 2019. Les résultats ont été notifiés aux différentes entreprises. Les deux (2) marchés ont été signés et sont en cours de numérotation et d'approbation	82 035 000	71 419 250	0	
27	Matériels et équipements informatiques pour le ministère de la fonction publique	MFP	Livraison du matériel	Le DAO a été publié dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics le 25 décembre 2018. L'ANO de la DMP a été obtenu le 19 mars 2019. Les résultats ont été notifiés aux différentes entreprises. Les marchés des lots 2 et 3 ont été signés et sont en cours de numérotation et d'approbation. Le lot 1 est en cours de réexamen.	262 544 810	100 279 445	0	A la suite de réclamations faites par des entreprises auprès de l'ARNMP, le lot 1 est en cours de réexamen.
28	Matériels et équipements informatiques pour le Ministère du Plan et du Développement	MPD	Livraison du matériel	Le dossier d'appel d'offre (DAO) a été transmis à la CPMP du MEF le 15 mars 2019. Le DAO a été publié le 2 avril 2019. La date limite de dépôt des offres est fixée au 3 mai 2019. Les marchés des lots 1 et 2 ont été signés et sont en cours de de numérotation et d'approbation.	41 017 500	39 506 023	0	

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
	Elaboration d'une méthode d'évaluation des coûts récurrents dans la préparation des CDMT	DPIP/DGBF	Recrutement du consultant en cours	L'ANO de la BAD sur les TDR et le projet d'AMI a été obtenu le 20 juin 2019. L'AMI a été publié par la BAD sur son site et sur celui du UNDP	143 561 300	0	0	
29	Mise en place de la démarche qualité dans le processus de passation des marchés publics.	DMP	Recrutement du consultant en cours	La CTC est en attente d'une proposition de date de la DMP pour la séance d'analyse et de jugement des manifestations d'intérêts.	49 221 000	0	0	L'ARNMP a saisi officiellement la CTC sur le fait que cette activité relevait de ses attributions. Des échanges sont prévus entre l'ARNMP, la DMP et la CTC en vue de finaliser le processus du recrutement du consultant.
30	Audit du système informatique et élaboration du schéma directeur informatique de la Direction des Marchés Publics.	DMP	Elaboration de la première version du document	Les résultats issues de la séance d'analyse des propositions techniques seront soumis à l'ANO de la DMP et de la BAD.	256 359 380	0	0	
31	Connexion d'au moins cinq localités au SIGESCOD.	DOCD	Elaboration du rapport démarrage	La BAD a donné son ANO pour une entente directe avec la SNDI. Les échanges sont en cours avec la SNDI afin de signer une convention. Une réunion a eu lieu avec la SNDI afin d'échanger sur les conditions de mise en œuvre de l'activité.	615 262 500	0	0	Par courrier en date du 14 janvier 2019, le Directeur de cabinet du SEPMBPE a sollicité une entente directe avec la SNDI, unique partenaire technique de la DGBF en matière de câblage et connexion des localités au SIGESCOD et SIGFIP. Elle assure le développement des applications, la formation des formateurs et la gestion satellitaire.

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
32	Recrutement d'un cabinet pour la mise en place d'un modèle macro économétrique à la DGE.	DGE	Recrutement du consultant en cours	Les résultats de l'analyse et du jugement des manifestations d'intérêt ont été soumis à l'ANO de la BAD le 05 mars 2019 après ANO de la DMP. Les négociations effectuées les 14 et 28 juin 2019 avec le cabinet pressenti ont abouti à un accord. Les ANO de la BAD et de la DMP seront sollicités sur le projet de convention.	123 052 500	0	0	Un seul cabinet a pu satisfaire aux conditions définies dans l'AMI. La CTC a obtenu l'ANO de la BAD pour une entente directe avec ce cabinet.
33	Elaboration de manuel de procédures et guide méthodologique pour la programmation des PIP en Côte d'Ivoire.	DPIP	Elaboration du rapport final de l'étude	Le consultant a élaboré la version provisoire des documents. Un atelier de validation de ces documents sera organisé.	36 915 750	20 662 646	6 198 794	
34	Etude sur le renforcement du dispositif national d'appui à l'autonomisation économique des femmes.	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	Elaboration du rapport final de l'étude	L'étude est en cours : La prochaine étape de la mission sera consacrée à l'élaboration du document de la stratégie nationale de l'autonomisation de la femme.	32 814 000	28 350 000	0	Le Consultant est toujours en entente de son premier paiement par la BAD
35	Audit genre de huit ministères techniques.	Ministère de la femme	Elaboration du rapport final d'audit	Le recrutement du consultant est en cours : Une séance de négociation s'est tenue le 11 juin 2019. Le PV de négociation et le projet de contrat ont été soumis à l'ANO au bailleur.	363 415,05	0	0	
36	Recrutement de deux assistants techniques au Ministère de la Femme,	Ministère de la Femme, de la Famille de	Les assistants techniques sont en fonction.	Les résultats de l'analyse pour le recrutement de l'AT en genre ont été soumis à l'ANO de la	110 747 200	0	0	

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
	de la Famille de l'Enfant.	l'Enfant.		DMP. L'AMI pour le recrutement de l'AT en budgétisation sensible au genre a été à nouveau infructueux.				
37	Elaboration d'un texte normatif (Loi) relatif à la pratique de l'évaluation des politiques publiques	DCSE	Recrutement du consultant en cours	Les résultats issues de l'analyse des manifestations d'intérêts ont été soumis à l'ANO de la BAD.	24 610 500	0	0	
38	Elaboration et la diffusion des outils de suivi, d'évaluation et de contrôle des politiques	DCSE	Elaboration du rapport final de l'étude	Le consultant a achevé sa mission.	41 017 500	9 000 000	2 700 000	Le Consultant a reçu son premier paiement
39	Recrutement de deux assistants techniques au MPD	MPD	Les deux assistants techniques sont en service	L'AMI pour le recrutement de l'AT chargé de l'élaboration de la politique nationale d'évaluation de la Ci a été infructueux. Il sera relancé. Les TDR du second assistant sont en cours d'élaboration par la DCSE.	123 052 500	0	0	
	Séminaire de formation des acteurs sur les nouveaux outils introduits par la comptabilité matière	DPE	Recrutement du consultant en cours	Les TDR sont en cours de finalisation	40 000 000	0	0	
40	Formation en Techniques de Comptabilité Nationale	DGE	Formation achevée	Les lettres d'invitation ont été transmises aux centres de formations/cabinets retenus	30 000 000	0	0	
41	Séminaire de rédaction et de validation du projet de déclaration des risques	DPSB	Formation achevée	Le séminaire a eu lieu à Grand-Bassam du 13 au 15 septembre 2018.	25 000 000	10 524 270	0	

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
	budgetaires 2019-2021.							
42	Formation des agents de la DGE en techniques de prévisions	DGE	Recrutement du consultant	Formation programmée pour août 2019. Les TDR sont en cours de finalisation.	35 000 000	0	0	
43	Séminaire de sensibilisation d'au moins 220 acteurs sur le dispositif des marchés	DMP	Validation du plan de formations	Les TDR sont en cours de finalisation	82 035 000	0	0	
44	Formation de 75 agents de la DPIP et des Ministères sectoriels en gestion des projets/programmes.	DPIP	Formation achevée	Les TDR sont en cours de finalisation	28 712 000	0	0	
45	Formation d'au moins 100 cadres des ministères sectoriels à l'emploi du SINAPSE.	DPIP	Formation achevée	Les TDR sont en cours de finalisation	82 035 000	0	0	
46	Appui à l'organisation de la CIEA 2017.	MPD		Recrutement des consultants : Les travaux des consultants sont en cours. Mission de Benchmark : La CTC est attendue des TDR. Equipements du SER : Une partie du matériel a été livré. Cependant il n'a pas été réceptionné.	174 429 380	121 871 680	74 346 680	Le montant décaissé correspond à la Confection et l'édition des ouvrages de CIEA 2017
47	Appui au recensement des entreprises industrielles et établissements de Côte d'Ivoire.	INS	Collecte des données	Le collecte des données est en cours depuis mai 2019.	1 066 455 000	1 066 455 000	582 823 500	-

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
Volet II.2 : Appui aux structures de contrôle.								
48	Matériels et équipements informatiques pour les structures de contrôle.	IGE/IGF/Cour des comptes	Livraison du matériel	Le Dao a été publié le 02 avril 2019. L'ANO de la DMP a été obtenu le 11 juin 2019. Les résultats ont été notifiés aux différentes entreprises. Les trois (3) marchés ont été signés et sont en cours de numérotation et d'approbation. Les consommables informatiques seront acquis sur la base des spécifications du matériel qui sera livré.	820 350 000	200 535 001	0	Dotations finales accordées : IGE : 87 180 000 FCFA IGF : 119 980 000 FCFA Cour des Comptes : 78 600 250 F CFA Consommables (SC) : 100 millions FCFA Les économies réalisées de 434 589 750 FCFA ont été affectées aux régies financières.
49	Elaboration d'un manuel et guides de contrôle et d'audit.	IGE	Elaboration du rapport final de la mission	Les demandes de propositions ont été émises le 29 avril 2019. Les résultats de l'analyse des propositions techniques ont été soumis à l'ANO de la DMP.	533 227 500	0	0	
50	Elaboration de la cartographie du risque et du Plan d'Audit.	IGE	Elaboration du rapport final de la mission	Les demandes de propositions ont été émises le 29 avril 2019. Les résultats de l'analyse des propositions techniques ont été soumis à l'ANO de la DMP.	61 526 250	0	0	
51	Mise en œuvre de la fonction d'audit interne à l'IGF (Assistant	IGF	Elaboration du rapport d'étape 2	Le recrutement du consultant est en cours : Le procès-verbal de négociation et le projet de	32 814 000	0	0	

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
	technique).			contrat ont été soumis à l'ANO du bailleur.				
52	Formation en détection des fraudes dans le contrôle de l'exécution des lois de finances	CC	Formation achevée	La formation s'est déroulée à l'Institut des Finances (IDF) à Bingerville du 29 avril au 06 mai 2019. Elle a été réalisée par le Centre Canadien de Recherche et d'Appui à la Gouvernance des organisations Publiques	50 307 200	45 000 000	20 250 000	
53	Renforcement des capacités des magistrats et agents vérificateurs en comptabilité publique et privée.	CC	Formation achevée	Les lettres d'invitation pour soumission de proposition ont été transmises aux centres de formations retenus.	50 307 200	0	0	
54	Formation aux normes de contrôle et d'audit de l'INTOSAI	CC	Recrutement du consultant	Les TDR sont en cours de finalisation		0	0	
55	Organiser des ateliers de formation au profit des cadres des structures de contrôle et des directeurs des ministères à la méthodologie et aux outils d'élaboration de la cartographie et des plans d'audit basé sur les risques.	IGE	Validation du plan de formation	Formation prévue pour novembre 2019	67 314 000	0	0	Le cabinet qui sera retenu pour l'Elaboration de la cartographie du risque et du Plan d'Audit dispensera la formation
56	Formation d'au moins 15	IGF	Formation achevée	Les lettres d'invitation en vue	20 508 800	0	0	

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
	agents de l'IGF à la certification en audit interne			du recrutement du cabinet de formations ont été émises.				
	Formation d'au moins 20 cadres de l'IGF sur le thème "cadre juridique de la lutte contre la corruption et techniques de détection et d'enquête sur la corruption et les infractions assimilées"	IGF	Formation en cours	Les lettres d'invitation en vue du recrutement du cabinet de formations sont en cours de finalisation.	20 508 800	0	0	
Composante 3 : Gestion du projet.								
58	Acquisition d'un logiciel de gestion de projet pour le compte de la CTC	CTC/PAGEF	Appui à l'utilisation du logiciel par AGOSOFT	L'assistance à l'utilisation de TOM Pro, TOMPAIE, TOMMARCHE a été achevée. L'assistance à l'utilisation de TOMMONITORING est en cours.	24 610 500	22 287 118	0	
59	Actualisation du manuel de procédures du PAGEF.	CTC/PAGEF	Elaboration de la version finale du manuel	Les travaux du consultant sont en cours.	8 203 500	6 750 000	0	
60	Formation des cadres de la CEP en suivi-évaluation,	CTC/PAGEF	Formation achevée	La formation se déroulera au troisième trimestre.	7 500 000	0	0	
61	Formation des cadres de	CTC/PAGEF	Formation achevée	La formation se déroulera au	9 000 000	0	0	

N°	Activités	bénéficiaires	Résultats attendus au 30 juin 2019	Etat d'avancement au 30 juin 2019	Coût prévisionnel de l'activité (FCFA)	Montant du contrat (CFA)	Montant décaissé (CFA)	Observations
	la CEP en gestion financière de projet,			troisième trimestre.				
62	Formation des cadres de la CEP en acquisitions	CTC/PAGEF	Formation achevée	La formation se déroulera au troisième trimestre.	6 000 000	0	0	

